# À la Recherche d’un Nouveau Paradigme en Economie - Une Synthèse des Points de Vue du Groupe de Travail sur la Nouvelle Economie

Article paru initialement dans « The Cadmus Journal » le 24 Mai 2017 par

[*Garry Jacobs*](https://www.cadmusjournal.org/author/garry-jacobs)

*Président et chef de la direction, Académie Mondiale des Arts et des Sciences ; PDG et Président du Conseil d’Administration, World University Consortium ; Membre international, Club de Rome ; Président, The Mother’s Service Society, Pondichéry, Inde.*

[*Mark Swilling*](https://www.cadmusjournal.org/author/mark-swilling)*,*

*Professeur de développement durable à l’École de Leadership Public de l’Université de Stellenbosch (Afrique du Sud); Chef de projet, Centre d’étude transdisciplinaire de la durabilité et de la complexité*

[*Winston P. Nagan*](https://www.cadmusjournal.org/author/winston-p-nagan-0)*,*

*Ancien Président du Conseil d’Administration de l’Académie Mondiale des Arts et des Sciences ; Professeur émérite, Institut pour les Droits de l’Homme, la Paix et le Développement, Université de Floride, Gainesville, Fl, États-Unis*

[*Jamie Morgan*](https://www.cadmusjournal.org/author/jamie-morgan)*,*

*Université Leeds Beckett, Royaume-Uni*

[*Barry Gills*](https://www.cadmusjournal.org/author/barry-gills)

*Professeur, Département d’études politiques et économiques, Université d’Helsinki ; Membre, AMAS*

**Résumé**

Les remarquables réalisations économiques des deux derniers siècles ont donné à la discipline de l'Economie une illusion d'omniscience, que même les échecs catastrophiques répétés des politiques menées n'ont pas encore entièrement dissipée. L'écart et la disjonction entre la sagesse économique dominante et son application effective pour promouvoir le bien-être et la prospérité de l'humanité sont énormes et se creusent rapidement. L'écart entre les performances économiques actuelles et le potentiel économique de la société mondiale n'a jamais été aussi grand. Tous deux ont été aggravés par l'évolution rapide de l'économie et de la société au cours des dernières décennies. Idéologie se faisant passer pour une théorie scientifique, la théorie dominante ne parvient pas à fournir les éléments nécessaires pour nous guider dans la prochaine phase de l'évolution sociale mondiale. Ce document résume les principales conclusions d'une série de réunions organisées par l’Académie Mondiale des Arts et des Sciences (AMAS) (World Academy of Art & Science WAAS) au cours de la dernière demi-décennie.

Il examine les postulats et principes importants d'un cadre transdisciplinaire pour un développement écologiquement durable et centré sur l'homme, fondé sur la connaissance des processus sociaux sous-jacents qui régissent l'accomplissement humain et l'évolution sociale. Il remet en question les valeurs et les hypothèses implicites sur lesquelles reposent la théorie et la pratique actuelles. Il expose le rôle central joué par le pouvoir social dans la détermination des opérations de l'économie et de la distribution des bénéfices dans la société. Il cherche à construire un paradigme holistique pour réunir et intégrer la réflexion sur l'économie avec les dimensions politiques, juridiques, sociales, organisationnelles, écologiques et psychologiques dont l'économie a toujours été une partie inséparable. Il souligne la nécessité d'un cadre théorique transnational comme unité d'analyse et met l'accent sur une perspective globale, qui vise à maximiser le bien-être de l'humanité dans son ensemble. Ces derniers temps, la prise de conscience croissante des limites du système économique actuel, des limites réelles de la planéte et des contraintes écologiques d'une croissance illimitée a éclipsé l'exploration du potentiel social tout aussi réel qui reste inutilisé en raison des limites de la théorie et de la politique actuelles. L'objectif central de cet article est de développer des idées qui conduiront à la formulation d'un nouveau paradigme de l'économie, qui générera des politiques publiques efficaces et des solutions aux crises existantes ; qui révolutionnera les manuels et l'enseignement de la discipline de l'économie dans le monde entier ; qui libérera le potentiel sociétal pour des transformations significatives au profit du bien-être de toute l'humanité ; et qui préservera l'environnement planétaire pour les générations futures.

**1. Signaux du Changement**

L'humanité est confrontée à des défis multidimensionnels d'une portée, d'une ampleur et d'une complexité sans précédent. Ils ont une portée mondiale et sont inextricablement liés entre eux. Ils ne répondent pas aux solutions partielles, fragmentaires, sectorielles et aux initiatives non coordonnées au niveau national. Ils mettent impitoyablement en évidence l'inadéquation des politiques, des institutions et des théories sociales en vigueur. Ces défis englobent des questions politiques, juridiques, technologiques, sociales, culturelles et écologiques, mais l'économie est au cœur du problème. Au cours des dernières décennies, l'économie a supplanté la guerre et la politique comme principal domaine et moteur de l'évolution sociale mondiale.

La science désastreuse a été fondée à une époque où la nourriture, les biens, l'argent et l'information étaient rares. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde caractérisé par une capacité de production mondiale excédentaire, un accès sans précédent à l'information, des produits et services à coût marginal nul, la prolifération de réseaux complexes et de plus en plus intégrés fonctionnant à la vitesse de l'éclair, la croissance rapide d'une économie du partage et de la production collaborative. Ces changements fondamentaux remettent en question bon nombre des hypothèses qui sous-tendent l'économie dominante. Dans le même temps, nous vivons à une époque où les marchés financiers sont de plus en plus instables, où les entreprises disposent d'énormes réserves de liquidités, où les excédents de capitaux en pleine expansion jouent au casino mondial pour obtenir des rendements spéculatifs plus élevés, où l'investissement dans la principale artère est en déclin, où les salaires stagnent et où la part du travail dans le revenu national diminue malgré l'augmentation de la productivité du travail, où les niveaux d'inégalité augmentent, où les investissements massifs dans l'automatisation et la robotique aggravent les niveaux déjà élevés du chômage des jeunes et du chômage chronique, moins de startups et d'introductions en bourse, une concentration croissante du pouvoir économique et financier mondial stimulée par un nombre record de fusions et d'acquisitions et d'effets de réseau, une augmentation considérable des rachats d'actions générant des bénéfices exceptionnels pour les investisseurs et les dirigeants au lieu d'investir dans la R&D, des institutions financières trop grandes pour faire faillite prospérant sur le danger moral, une évasion fiscale massive des entreprises offshore et un pouvoir croissant de l'argent en politique. †,‡,§

En outre, la durabilité, l'allocation efficace et la distribution équitable sont sérieusement remises en question par les limites écologiques en ce qui concerne l'eau douce, la déforestation, la modification du système terrestre et le changement climatique.1 Ces symptômes positifs et négatifs sont tous deux révélateurs d'un système économique qui a dépassé ses fondements intellectuels. Ils nous obligent à faire la distinction entre les formes positives et négatives du développement et à reconnaître qu'il est au moins aussi important de décourager ses expressions négatives que de favoriser les positives.

L'économie est en pleine crise d'identité. Les concepts et modèles classiques n'offrent plus une vision et une orientation suffisantes pour naviguer dans le réseau complexe de forces qui évoluent de plus en plus rapidement. La mondialisation a repoussé les frontières de la production, du marketing, des institutions financières et de l'emploi au-delà de la portée, de la réglementation et du contrôle efficaces des États-nations individuels. La vitesse fulgurante de l'innovation technologique et sociale a largement dépassé la capacité d'adaptation des institutions, de la législation et des attitudes sociales au niveau national. La théorie économique existante s'efforce sans succès d'expliquer ces développements et de prescrire des remèdes efficaces dans le cadre du système conceptuel existant. Les perspectives économiques futures sont caractérisées par des niveaux croissants de volatilité, d'instabilité et d'incertitude. Le débat sur les politiques publiques est entaché par des niveaux croissants de doute, de confusion, de pessimisme, de polarisation, de réactivité et d'extrémisme. La récente déclaration de Stockholm de treize éminents économistes sur les principes d'élaboration des politiques reflète la reconnaissance croissante de l'inadéquation des théories et des politiques dominantes2.

L'économie n'est plus seulement un champ de bataille où s'affrontent perpétuellement différentes philosophies sociales. Elle est devenue un champ de confrontation entre le passé et l'avenir. Les enjeux sont trop importants et trop urgents pour être laissés à un débat académique non structuré et insouciant ou à des déclarations populistes pieuses. Ces symptômes montrent la nécessité d'un réexamen fondamental et complet de la pensée économique et sociale. Ils constituent un appel pressant à dépasser les limites des connaissances existantes et des systèmes conceptuels dominants dans lesquels elles s'inscrivent. Ils nous incitent à rechercher un cadre plus inclusif et intégré au sein duquel les idées actuelles se complètent et se complètent plutôt que de se concurrencer.

La réputation de l'économie a énormément bénéficié des progrès économiques stupéfiants de l'humanité au cours des deux derniers siècles. Depuis 1800, le niveau de vie réel par habitant a été multiplié par 12 environ, alors que la population mondiale a été multipliée par plus de 7. Le PIB mondial réel a donc été multiplié par 84 en 200 ans. Quel que soit le critère utilisé, le progrès a été phénoménal

Pourquoi, alors, jouer avec le succès ? Une réponse évidente est que l'augmentation du niveau de vie de la grande majorité des pays de l'OCDE s'est considérablement ralentie ces dernières années et ne répond plus aux mesures de politique économique classiques. En outre, les principaux avantages de la croissance profitent à une partie de plus en plus étroite de la population. Mais une vérité plus grande est que la performance remarquable de l'humanité est due à un grand nombre de facteurs en dehors des limites de la théorie économique conventionnelle qui n'ont pas reçu une reconnaissance et une attention suffisantes. La multiplication par 84 du PIB est le résultat de la diffusion de la démocratie, d'une liberté d'action sans précédent et de l'envolée des niveaux d'éducation, qui se sont combinés pour accroître de manière spectaculaire les aspirations, les connaissances, les compétences, la créativité et l'innovation de la main-d'œuvre.

Elle est le produit d'avancées scientifiques et technologiques massives dans des domaines tels que les transports, la communication, l'énergie, la mécanisation, le calcul et l'automatisation. Bien que moins souvent reconnue, elle a également été la conséquence des progrès de la technologie de l'organisation sociale, donnant naissance à d'innombrables nouveaux types d'institutions, de systèmes et de modes d'interaction, du catalogue de vente par correspondance au commerce électronique, de l'inventaire tenu à flux tendus (juste-à-temps) à la gestion mondiale de la chaîne d'approvisionnement, du franchisage à l'externalisation, des réseaux de télévision aux réseaux sociaux, etc. Et plus important encore, elle a été le résultat d'avancées radicales en matière de droits de l'homme, de dignité, de liberté de pensée et d'égalité sociale, qui ont libéré les aspirations, les énergies et la créativité humaines des chaînes de toutes les formes de discrimination, d'exploitation, d'injustice, d'esclavage, d'apartheid, d'oppression et de persécution.

Une meilleure compréhension du fonctionnement des systèmes économiques a sans aucun doute été un facteur déterminant, mais dont l'impact aurait été sévèrement limité sans ces changements évolutifs plus larges. Aujourd'hui, l'inadéquation des concepts existants agit davantage comme une contrainte que comme un catalyseur, car elle se concentre trop étroitement sur les instruments économiques conventionnels tout en négligeant les forces sociales bien plus puissantes qui sont à la disposition du progrès mondial. L'un des objectifs de la nouvelle théorie économique et sociale doit être de prendre conscience et de rendre explicite l'ensemble des forces qui ont soutenu l'évolution de l'économie mondiale jusqu'à présent et l'ensemble des instruments politiques disponibles pour promouvoir les progrès futurs.

En outre, elle doit chercher à découvrir le processus social créatif par lequel ces forces s'expriment, les déterminants qui concentrent et dirigent leurs énergies, les moyens par lesquels ces forces sont canalisées et transformées en pouvoir, et s'expriment par une exécution habile du travail.

*La nouvelle théorie économique doit rendre explicites l’ensemble des forces qui ont soutenu l’évolution de l’économie mondiale et permettre leur pleine expression*

Aujourd'hui, l'économie est constituée d'un patchwork de postulats, de concepts, de théories, de modèles, de mesures et d'outils classés de façon ténue dans plusieurs grands systèmes théoriques et regroupés - au lieu d'être véritablement intégrés et unifiés - dans une myriade de disciplines, d'écoles, de sous-disciplines et de sous-écoles. Nombre de ces postulats sont fondés sur des observations aiguës de phénomènes spécifiques, au moins partiellement vrais à certains moments du passé dans certaines circonstances et conditions, tandis que d'autres sont des postulats théoriques valables uniquement dans des conditions idéales, largement inexistantes dans le monde réel.

De nombreux modèles sont des généralisations utiles, bien que trop simplifiées, à partir d'événements spécifiques, souvent confondus avec la réalité elle-même. De nombreux outils sont utiles pour des types d'analyse spécifiques. Certaines mesures fournissent un réel aperçu de types d'événements spécifiques, mais perdent beaucoup de leur signification lorsqu'elles sont agrégées ou appliquées sur des périodes de temps prolongées. La surabondance d'informations disponibles noie les débats théoriques sérieux dans une mer de données et d'analyses parcellaires infimes3.

Quelles que soient leurs qualités, leur perspicacité ou leur utilité, elles ne constituent pas, en tout ou en partie, un cadre de connaissances suffisamment cohérent, homogène et intégré pour comprendre, naviguer et maximiser le bien-être de l'homme à l'époque complexe et en mutation rapide dans laquelle nous vivons. Quelle que soit l'importance du service qu'elles ont rendu au fil du temps, il est urgent d'aller au-delà.

Les nouveaux paradigmes ne rejettent ni n'invalident la vérité existante. Ils la placent dans un contexte plus large, comme la théorie de la relativité et la mécanique quantique qui ont établi les limites dans lesquelles les lois de la physique newtonienne restent pleinement valables. Elles ont révélé que les principes applicables aux phénomènes quotidiens sur terre étaient insuffisants pour comprendre la réalité à l'échelle cosmique, à des vitesses proches de celle de la lumière ou à l'échelle infinitésimale des particules subatomiques qui constituent le fondement du monde matériel.

L'élargissement de l'investigation a révélé des pouvoirs physiques et des capacités créatives inimaginables, qui constituent la base des progrès récents en informatique, biotechnologie, nanotechnologie lasers, et dans d'innombrables autres domaines. Un potentiel d'une pertinence pratique encore plus grande pour l'humanité attend le développement d'une nouvelle théorie économique et sociale. Historiquement, de tels développements ont eu tendance à émerger de l'obscurité à la périphérie de la pensée dominante, plutôt que par une reformulation à son centre intellectuel, en raison de l’attitude défensive naturelle des idées bien ancrées. Ce qu'il faut, ce n'est pas une guerre à finir entre des vérités partielles, mais une nouvelle synthèse fondée sur une compréhension plus large et plus profonde des principes, forces et processus qui régissent l'évolution sociale.

**1.1. Évolution de l’Economie**

Des changements de paradigme intellectuel de cette ampleur se sont produits d'innombrables fois dans différents domaines de la science. De nombreux signes indiquent que le temps est venu de procéder à un autre changement. La nature de l'économie a radicalement changé depuis le 18e siècle. Les physiocrates ont déclaré que l'agriculture était la véritable source de richesse et les politiques mercantilistes ont enrichi les marchands et les princes aux dépens du grand public. Depuis lors, le concept de propriété a évolué, passant de la terre et d'autres types d'actifs matériels à des formes technologiques, commerciales et intellectuelles immatérielles.

Le concept de capital a évolué pour refléter le rôle central des relations individuelles et sociales, des capacités, de l'organisation, de l'ingéniosité, de la créativité et de l'innovation. La nature des biens et services économiques et la contribution relative de l'agriculture, de la fabrication et des services ont été radicalement modifiées. Le non-matériel n'est plus immatériel en économie. L'information, la propriété intellectuelle, les attitudes sociales, la confiance du public, la fidélité aux marques, la connectivité, le savoir-faire organisationnel, les réseaux, l'énergie humaine, la vision et les valeurs sont devenus de puissants déterminants économiques. Les valeurs sont un des principaux déterminants de la valeur au XXIe siècle.

L'émergence d'une économie de services fondée sur la connaissance et reposant sur un réseau de communication et de transport sans frontières a transformé l'économie, qui est passée de centres relativement isolés et indépendants d'exploitation minière, de fabrication, de distribution et de consommation à une organisation mondiale de plus en plus interconnectée, interdépendante et unifiée. Le passage aux services concerne désormais même les activités et les entreprises agricoles et manufacturières, où la recherche, la conception, la logistique, le marketing et le service après-vente sont devenus les principales réserves d'emploi.

Les énormes investissements en capital fixe impliqués dans la prestation de services dans les domaines des transports, des communications, de l'éducation et des soins de santé sapent l'utilité de l'économie conventionnelle du coût marginal. Le coût marginal d'un client supplémentaire dans le secteur des télécommunications, d'un lecteur de livre électronique, d'un passager de compagnie aérienne, d'un étudiant universitaire ou d'un patient hospitalisé est proche de zéro. L'allongement prolongé de la durée d'utilisation du point de vente jusqu'à cinq ou dix ans en arrière, au moment des investissements initiaux dans la recherche fondamentale, et jusqu'à de nombreuses années en avant, au moment de l'élimination finale et de l'expiration des garanties, fait de la dimension temporelle de la fourniture de produits et de services un déterminant de plus en plus critique de la valeur économique4.

L'économie ne peut plus se permettre de supposer une relation positive entre l'activité économique, le bien-être humain et la prospérité. Les conséquences personnelles, sociales et écologiques négatives d'une grande partie de ce que nous appelons la croissance compensent de plus en plus sa contribution positive. Les frontières entre les secteurs monétarisés et non monétarisés de l'économie sont en constante évolution, avec un impact significatif sur le bien-être humain.

L'économie conventionnelle mesure un double gain de revenu lorsqu'une femme au foyer accepte un emploi rémunéré nécessitant un trajet quotidien de deux heures et engage une autre personne pour s'occuper de la famille et du ménage, mais elle ne tient pas compte de la baisse de la qualité de vie, de la santé, de la nutrition et du bien-être de l'individu ou de la famille, ni du coût environnemental de deux voyageurs supplémentaires en termes de consommation de carburant et de pollution atmosphérique.

« Une science du bien-être humain ne peut légitimement se cacher derrière des revendications de neutralité scientifique objective et sans valeur. »

De nombreuses preuves montrent que les défis et les menaces existentielles que représentent les déséquilibres écologiques ne peuvent être gérés efficacement par les mécanismes du marché. Le coût d'extraction et le prix du marché des matières premières ne sont pas des indices fiables de leur valeur réelle pour les générations actuelles et futures. Les réponses correctives à l'impact de la détérioration de la qualité de l'air, du sol et de l'eau sont reflétées dans le PIB comme une activité économique positive, alors qu'elles résultent en réalité de la dégradation du capital naturel et des menaces croissantes pour le bien-être humain.

L'industrie mondiale de l'eau en bouteille est passée de 60 milliards de dollars dix ans plus tôt à près de 170 milliards de dollars en 2013 et devrait atteindre 280 milliards de dollars d'ici 2020.5 Mais le gain en termes de PIB est principalement dû à une préoccupation croissante concernant la détérioration de la qualité, de l'hygiène et de la sécurité de l'eau, plutôt qu'à une réelle amélioration du niveau de vie.

Tous ces facteurs ont influencé le développement de la pensée économique au XXe siècle, mais presque exclusivement dans le cadre des postulats et des limites établies par la théorie économique conventionnelle dominante, qui ne sont plus suffisantes pour relever les défis et saisir les opportunités du XXIe siècle.

**1.2. Évolution de la Société**

Les changements dans le domaine de l'économie ne reflètent que partiellement les processus évolutifs plus larges qui ont un impact sur tous les domaines de la vie sociale et sur leurs relations et interdépendances. Jamais auparavant le monde n'a été aussi intimement interconnecté. Jamais auparavant les différents secteurs et aspects de l'existence sociale n'ont été aussi étroitement intégrés. Il est quelque peu surprenant de constater qu'avant la publication de l'ouvrage « Limites de la Croissance » par le Club de Rome en 1972, l'économie et l'écologie étaient généralement perçues comme des sphères d'existence indépendantes soumises à des forces distinctes et largement indépendantes.

Le changement climatique, les migrations d'origine politique et les progrès rapides de la robotique et de l'intelligence artificielle ont radicalement et irrévocablement démoli la notion naïve selon laquelle la réalité, la théorie et l’orientation, politique, juridique, économique, sociale, culturelle et écologique, peuvent être isolées, les unes des autres. Dans un monde fonctionnant à la vitesse de la lumière et évoluant avec une rapidité stupéfiante, les modèles d'équilibre statique de la réalité emballés dans des conteneurs hermétiques sont de plus en plus suspects.

Le besoin d'un nouveau paradigme en économie n'est que le signe le plus visible d'un besoin plus large de reformulation radicale des sciences sociales et de l'industrie de la connaissance en général. Sans un nouveau paradigme dans la connaissance, nous ne pouvons pas avoir un nouveau paradigme dans la société.6 Bien après que les sciences naturelles aient commencé à transcender les limites des modes de pensée compartimentés, matérialistes, mécanistes et réductionnistes, les sciences sociales sont restées fragmentées, isolées et largement indépendantes, les unes des autres. En l'absence d'un cadre conceptuel global pour l'étude de l'individu et de la société, elles fonctionnent sur la base de différents ensembles d'hypothèses, de principes, de processus sociaux et de caractéristiques humaines.

Un siècle après que la physique ait développé une nouvelle pensée paradigmatique pour concilier la théorie newtonienne avec les découvertes de la relativité et de la mécanique quantique, les sciences sociales restent ancrées dans une pensée newtonienne statique, fragmentée et mécaniste. Cela n'est pas surprenant étant donné la complexité stupéfiante des processus humains, qui éclipsent en magnitude la simplicité relative des processus purement physiques et biologiques. Ils se sont développés en réponse à la reconnaissance croissante de l'interdépendance de tous les phénomènes sociaux et ont eu un impact significatif sur la construction des modèles et des projections économiques. Mais, jusqu'à présent, leur impact sur les fondements de la théorie économique dominante a été limité.

**1.3. Paradoxes Modernes**

D'autres facteurs nous obligent à examiner la nécessité d'une rupture radicale avec la théorie économique conventionnelle dominante. Nous sommes confrontés à un paradoxe perplexe et déconcertant de besoins non satisfaits et d'opportunités non exploitées. Nous vivons dans un monde où une abondance sans précédent côtoie une pauvreté persistante et absolue. Des milliards de personnes continuent de vivre au niveau de subsistance, tandis que les actifs financiers mondiaux ont été multipliés par vingt, passant de 12 000 milliards de dollars en 1980 à plus de 250 000 milliards de dollars en 2015, soit près de quatre fois le PIB mondial. Sur ce montant, à peine 15 % servent à soutenir l'économie réelle et la création d'emplois.7

Le monde dispose d'une capacité excédentaire suffisante pour produire toutes sortes de biens afin de répondre aux besoins de chaque être humain sur terre, mais des milliards de personnes n'ont pas le pouvoir d'achat nécessaire pour les acquérir. Des centaines de millions de travailleurs valides et volontaires n'ont pas d'opportunités d'emploi et plus d'un milliard sont sous-employés, alors que les besoins humains urgents ne sont pas satisfaits en termes de nourriture, de vêtements, de logement, d'éducation, de soins de santé, de communications, de transport et d'autres éléments essentiels à la vie.

Les technologies les plus avancées coexistent avec les conditions de vie les plus primitives. Il y a quelque chose de pervers dans un système doté d'autant de pouvoir et d'une incapacité aussi visible à répondre aux besoins humains. Ces échecs apparents suffisent à confirmer qu'un meilleur système doit être possible et que le monde a besoin de toute urgence d'une nouvelle réflexion pour faire de ce nouveau paradigme une réalité.8 Il est d'autant plus ironique que le monde consacre près de 1 700 milliards de dollars par an aux dépenses militaires - soit 25 % de plus en dollars constants que le pic de la guerre froide - au lieu de canaliser ne serait-ce qu'une fraction de cette somme pour remédier aux causes économiques profondes de la violence et du terrorisme.

"A true science of economy must be founded on an integrated science of society."

"Une véritable science de l'économie doit être fondée sur une science intégrée de la société".

L'économie constate avec perplexité un second paradoxe. À une époque où l'interconnectivité, l'indépendance et l'intégration du monde réel sont sans précédent, la pensée et la politique économiques dans différents domaines sont devenues de plus en plus fragmentées et séparées. Les marchés financiers, qui ont évolué à l'origine pour mettre en commun les capitaux à investir dans l'économie réelle du commerce et du développement industriel, sont devenus de plus en plus éloignés de l'économie réelle, un monde en soi, une activité qui tourne en rond sans produire ou fournir des biens ou des services qui répondent aux besoins humains du monde réel, tout en générant des turbulences et des incertitudes qui sapent la stabilité de l'économie réelle et la sécurité, le bien-être et la prospérité d'innombrables êtres humains.

La théorie économique est de plus en plus éloignée des faits empiriques et du bon sens. La spéculation se fait passer pour de la création de richesse, alors qu'en réalité elle détruit beaucoup plus qu'elle ne crée. Plus de 12 000 milliards de dollars de fonds sont immobilisés dans des réserves de change nationales improductives pour servir d'assurance contre les raids spéculatifs sur les devises nationales.9 Les banques d'investissement canalisent des milliers de milliards de dollars supplémentaires dans des investissements spéculatifs sur les matières premières avec les fonds des déposants, tout en bénéficiant de taux d'imposition nationaux préférentiels et de paradis fiscaux offshore pour leurs profits. Le Tax Justice Network a estimé qu'entre 20 et 30 000 milliards de dollars sont actuellement détenus dans des paradis fiscaux "offshore" - et ne peuvent donc pas être taxés pour générer les revenus dont on a tant besoin pour les investissements publics et les biens publics mondiaux. La "taxation équitable" à l'échelle mondiale est donc un problème central qui doit être abordé.

La "crise fiscale de l'État" est un symptôme et une conséquence de cette vaste concentration mondiale de la richesse en dehors du système fiscal. Il faut un nouveau paradigme qui transcende les dichotomies fondamentales qui ont caractérisé l'économie traditionnelle ou mainstream en séparant l'économie de la politique, de la société et de la nature.

De même, le développement et l’application de la technologie, qui ont évolué à l’origine pour améliorer la productivité, le confort et la commodité des êtres humains, sont devenus de plus en plus un but et une fin en soi, proliférant sans tenir compte de leur impact sur les êtres humains. La préférence pour la technologie par rapport au travail n’est pas toujours bénéfique, même en termes économiques étroits. La ruée vers la mécanisation et l’automatisation est bouleversée par un parti pris politique en faveur des investissements à forte intensité de capital et de technologie plutôt que des investissements dans le capital humain, le bien-être.

L’économie a développé d’innombrables outils et mesures pour aider et évaluer l’impact des décisions d’investissement technologique, mais elle refuse d’accepter leurs énormes conséquences sociales. Sensibles à l’épouvantail du communisme même un quart de siècle après l’effondrement du système soviétique, les économistes persistent à traiter l’économie de la production et l’économie de la consommation comme indépendantes l’une de l’autre.

Les dépenses supplémentaires consacrées à l’automatisation ne favorisent pas nécessairement un plus grand bien être humain, à moins qu’elles ne s’accompagnent de politiques appropriées visant à assurer la répartition des avantages à l’ensemble de la population. Une science du bien-être humain ne peut légitimement se cacher derrière des revendications de neutralité scientifique objective et sans valeur. Les progrès technologiques sont le résultat des progrès cumulés de l’humanité au cours des siècles et les avantages doivent nécessairement revenir à la société dans son ensemble. Une science qui refuse de prendre position sur cette question fondamentale manque d’intégrité, de crédibilité et d’humanité. Un divorce similaire imprègne la relation entre l’économie et l’écologie, où l’air et l’eau qui supportent la vie ont été réduits à des biens économiques échangeables et l’impact de la pollution sur la santé humaine et la qualité de vie a été réduit à des dommages collatéraux inévitables dans la guerre entre la consommation effrénée et ostentatoire et le bien-être durable. Sur la base de la théorie dominante, nous sommes appelés à confier le sort des générations futures et de la planète sur laquelle nous vivons à la sagesse aveugle d’un marché, dont les règles et le fonctionnement mêmes sont conçus pour préserver et renforcer la concentration des avantages entre les mains de puissants intérêts particuliers.

Et enfin, il y a le grand divorce entre l’économie et la société, une illusion intellectuelle déguisée en théorie scientifique légitime. L’économie classique considère l’économie comme un système fermé. Ce point de vue a permis aux économistes de développer des théories et des modèles qui ignorent l’impact de facteurs qui n’ont pas été classés comme strictement économiques. Cette approche n’est plus utile ou défendable compte tenu de la complexité croissante, de l’intégration et de la transformation rapide de l’existence sociale.

La crise des prêts hypothécaires à risque (sub-primes) aux États-Unis et la crise financière mondiale qui en a résulté ont eu un impact sur tous les domaines de la vie sociale dans le monde. L’économie est un sous-ensemble de la société, tout comme la finance est un sous-système de l’économie. Leur seule raison d’être et leur seule légitimité sont fondées sur le service qu’ils fournissent à la société au sens large, dont ils font partie. L’argent et les marchés sont des instruments de progrès social.

L’économie existe pour servir l’humanité, pas pour donner des ordres à l’humanité

La notion d’économie séparée de la politique, de l’administration et du droit est illusoire. L’éternel débat public sur le rôle du gouvernement dans la réglementation des marchés est déplacé. Les marchés dépendent pour leur bon fonctionnement d’une infrastructure juridique pour protéger les droits de propriété et les droits contractuels, d’un système judiciaire pour faire respecter ces droits, d’institutions publiques pour empêcher la collusion et contrôler le monopole.

La propriété est un concept juridique défini et appliqué par la loi et le gouvernement. Avant la propriété, il n’y avait que la possession physique soutenue par la force. Sans loi et sans gouvernement, l’échange est réduit à la loi de la jungle. Les formes primitives de monnaie ont peut-être précédé les variétés de pièces et de devises émises par le gouvernement, mais la monnaie que nous utilisons aujourd’hui est fondée sur la productivité, la force, la stabilité et l’intégrité de l’ensemble du système politique, juridique et économique mondial.

Un nouveau paradigme de la pensée économique doit être fondé sur une perspective plus large et plus inclusive. L’économie n’existe pas séparée des aspirations sociales, des valeurs culturelles et des attentes psychologiques des êtres humains. La véritable source, les véritables fondement et déterminant de l’activité économique sont la société dans son ensemble. La capacité économique est fondée et déterminée par des facteurs politiques, juridiques, organisationnels, éducatifs, sociaux, psychologiques, culturels et écologiques et ne peut être comprise que dans cette perspective plus large.

Tout comme la santé humaine dépend du fonctionnement de chaque organe, tissu et système du corps, les systèmes économiques dépendent du fonctionnement de la société dans son ensemble. La théorie économique dominante, comme une grande partie de la médecine moderne, découpe la réalité en minuscules domaines spécialisés et tente de les traiter au coup par coup. En médecine, cela conduit souvent à des effets secondaires du traitement plus graves que la maladie traitée. En économie, cela peut entraîner des conséquences imprévues d’une ampleur énorme pour la société mondiale.

La réalité est multidimensionnelle et intégrée.  Pour être efficace, la connaissance de cette réalité doit l’être aussi.  Elle est toujours façonnée par une multitude d’aspects, de perspectives et de forces. L’économie, la politique, la société et la culture sont des dimensions inséparables d’une seule réalité intégrée. La tendance à condenser et à compresser la réalité en formules simplistes est une forme d’ignorance volontaire qui facilite la quantification, le calcul et les questionnaires à choix multiples. Ce faisant, elle conditionne l’esprit à un mode de pensée réductionniste aveugle à la complexité et à la nature intégrale de la vie.

Selon le paradigme économique dominant, l’économie est considérée comme étant « détachée » de la société, alors qu’elle devrait être considérée comme une composante intégrale et inséparable de la société, qui n’existe pas et ne peut pas exister en dehors d’un contexte social. L’économie existe pour répondre aux besoins de la société; La société n’existe pas pour servir les besoins de l’économie en tant que maître de la société et des individus. Un nouveau paradigme de la pensée économique doit être fondé sur cette vision plus large de l’ensemble social.

Une véritable science de l’économie doit être fondée sur une science intégrée de la société. Le développement d’une véritable science de l’économie ne sera possible que lorsque l’économie sera considérée comme un sous-ensemble et un aspect intégral de la société plus large dont elle fait partie.

**1.4. Potentiel Social et Pouvoir Effectif**

Le monde est assailli de problèmes qui semblent insolubles en grande partie parce que nous sommes inconscients de l’ampleur réelle de la capacité sociale qui a été créée et du potentiel social qui attend encore d’être développé. Les limites de la théorie actuelle nous empêchent de voir l’incroyable pouvoir d’accomplissement que la société a généré dans tous les domaines.

Un nouveau paradigme dans la pensée peut fournir les bases intellectuelles pour parvenir à une vie sociale plus complète et plus riche pour l’humanité que tout ce que l’on peut imaginer maintenant, si seulement nous sommes prêts à rejeter les limites auto-imposées des conceptions dépassées, des intérêts acquis et des conventions mortes. [10](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor016)

L’économie a été fondée comme une science lugubre à une époque de pénurie. Sa mentalité et les hypothèses sous-jacentes sont encore fortement influencées par les conditions sociales de cette période. Malgré les réalisations remarquables des deux derniers siècles, l’idée que la société a le pouvoir de répondre aux besoins matériels et sociaux de tous ses citoyens n’a pas remplacé l’idée antérieure de pénurie. Nous avons encore tendance à considérer l’économie en grande partie comme un jeu gagnant-perdant, à somme nulle.

Si l’ampleur du potentiel social inexploité était plus largement reconnue, alors le public réclamerait et exigerait un meilleur système de manière beaucoup plus véhémente qu’il ne le fait aujourd’hui. La pensée économique dominante est fondée sur l’idée fausse newtonienne selon laquelle l’économie est un système physique fermé composé de ressources finies et de potentiel limité.

La conservation de l’énergie et de l’élan peut être valable pour le mouvement d’objets physiques inanimés, mais elle est insuffisante pour circonscrire les limites des systèmes vivants et des communautés humaines conscientes.

Les archives historiques réfutent une vision malthusienne de l’économie. Malthus a été l’un des premiers à percevoir l’importance des contraintes biophysiques. Il y a deux cents ans, il a perçu à juste titre la menace que la croissance rapide de la population dépasserait la capacité d’approvisionnement alimentaire basée sur le système de production et la technologie en vigueur à cette époque. La prise de conscience générée par ses affirmations controversées pourrait bien avoir servi d’impulsion consciente ou subconsciente à l’action.

Sa perception du problème ne tenait pas compte de l’ouverture sur de vastes étendues de terres dans le Nouveau Monde, de l’application de la vapeur dans l’agriculture, de l’adoption de machines agricoles pour augmenter la productivité des terres, de la propagation des systèmes d’irrigation, des progrès de l’agronomie des sols, de la génétique des cultures, de la recherche agricole, de l’éducation des agriculteurs et des services de vulgarisation, la technologie post-récolte et d’innombrables autres innovations. Depuis lors, la population mondiale a plus que septuplé, mais la disponibilité et la consommation de nourriture par habitant ont augmenté encore plus rapidement.

Malthus ne s’est pas trompé sur l’importance des contraintes environnementales, mais il lui manquait une compréhension plus large des facteurs complexes régissant l’interaction et l’interdépendance entre les écologies humaine et physique. L’approvisionnement d’un grand nombre des ressources physiques de la terre est limité, mais la capacité d’améliorer la productivité et l’utilisation efficace de ces ressources grâce à l’application des connaissances, de la technologie et de l’organisation ne l’est pas. Les substances matérielles sont limitées, mais l’ingéniosité humaine ne l’est pas.

« Il n’est plus acceptable que l’économie ignore la question du pouvoir social qui sous-tend tout le fonctionnement du système économique. »

Notre conception même de ce qui constitue une ressource dépend de l’application de l’intelligence, des connaissances et de l’ingéniosité humaines. La conscience humaine est la ressource ultime, bien qu’elle soit mal utilisée dans sa forme fragmentée actuelle. C’est la conscience humaine qui reconnaît et adopte la substance matérielle et l’énergie à des fins productives. Ainsi, le deuxième élément le plus commun dans la croûte terrestre, le silicium, était autrefois considéré uniquement comme une matière première pour la fabrication de briques et de verre.

Quelques millénaires plus tard, il est devenu la base des semi-conducteurs et de la fibre optique. Aujourd’hui, il est essentiel de construire des infrastructures d’énergie renouvelable. La croissance aveugle alimentée par la consommation inutile de ressources matérielles constitue déjà une menace existentielle pour la société et a certainement ses limites, mais pas l’amélioration du bien-être humain. Le progrès social fondé sur le développement et l’application continus de la conscience et des capacités humaines fait passer le paradigme des limites à la croissance économique au développement illimité du bien-être et de la santé de l’humanité.

En même temps, il est essentiel de reconnaître que la conception conventionnelle en économie selon laquelle la « valeur » n’existe que par rapport à l’utilité humaine est profondément problématique. La conscience et la perception humaines peuvent être nécessaires pour que l’humanité exploite consciemment les pouvoirs de la nature, mais la valeur de la nature ne peut jamais être capturée de manière adéquate par la perspective limitée de la compréhension humaine à aucun moment dans le temps.

Une nouvelle perspective est nécessaire qui reconnaît qu’une grande partie de ce qui existe et se produit dans la biosphère a une « valeur » intrinsèque, indépendamment de l’intervention ou de l’activité humaine. Endommager et détruire les systèmes biosphériques et la vie en leur sein, c’est détruire la source la plus fondamentale de « valeur » qui sous-tend l’existence humaine.

Le monde physique et les ressources matérielles constituent le fondement physique de l’économie, mais la nouvelle création de valeur économique au 21e siècle est très largement motivée par des ressources non matérielles – connaissance, information, technologie, compétences, énergie sociale et organisation sociale – qui ne sont pas soumises à des limitations finies. L’éducation, la santé, les services financiers, le commerce de détail, le tourisme, les transports et la communication et d’autres composantes majeures du secteur tertiaire représentent désormais 74 % de l’activité économique dans les pays de l’OCDE et 68.5 % dans le monde. [¶](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-004)

Même dans le secteur manufacturier, les services tels que la R&D, la comptabilité, la mise en valeur des ressources humaines, les ventes, le marketing, le service aux produits et l’élimination représentent souvent plus de 50% de la valeur totale. Les ressources matérielles et l’énergie constituent certainement des intrants essentiels pour le secteur des services comme pour d’autres, mais le progrès économique continu n’est pas strictement ou proportionnellement limité de la même manière que le principe de conservation de Newton limite la performance des systèmes physiques fermés.

L’application de la théorie et de la politique économiques dominantes n’exploite qu’une petite partie du potentiel productif de la société. Les psychologues ont constaté que l’être humain moyen n’utilise qu’une petite partie de sa capacité intellectuelle. Davantage d’éducation et une éducation de meilleure qualité augmentent l’utilisation efficace des capacités mentales. En même temps, l’éducation élargit les horizons mentaux, suscite des attentes et favorise l’initiative créative. Elle développe et augmente également l’utilisation efficace de la capacité psychologique.

De même, une nouvelle pensée économique a le potentiel d’améliorer considérablement la sécurité, le bien-être et la santé générés par l’activité économique. Tout système économique peut être renforcé en améliorant l’accès à une éducation abordable et de qualité, des possibilités d’emploi, un environnement propice à l’entreprenariat, un système juridique transparent et équitable, l’accès à l’information et au crédit, des conditions de concurrence équitables sur le marché, des politiques publiques impartiales, une répartition équitable des revenus, une tarification et une taxation appropriées des ressources naturelles et de la pollution, la protection des biens communs mondiaux, et un large éventail d’autres variables sociales. Réduire la prospérité à un ensemble de formules d’équilibre économétrique nous aveugle sur le vaste potentiel social inexploité.

Peut-on sérieusement douter que la réorientation des plus de 250 000 milliards de ressources financières mondiales de la spéculation vers des fins productives pourrait considérablement améliorer le bien-être humain d’une manière écologiquement durable ? Selon des projections récentes, le monde doit investir environ 5 à 7 billions de dollars par an dans des technologies durables et des infrastructures. C’est moins que le réinvestissement annuel des plus grandes compagnies d’assurance et des fonds de pension du monde. De quelle meilleure façon ces entreprises pourraient-elles investir leurs ressources pour réduire l’incertitude et assurer la sécurité de leurs actionnaires ?

La société est un réservoir incommensurable de potentiel social enrichi par les dotations humaines et les capacités organisationnelles développées et sous-développées. La création de richesse, le bien-être et la santé sont fonction des relations humaines. Plus le développement de l’individu est grand et plus la facilité, la rapidité, l’accessibilité et la facilité de relations harmonieuses et coordonnées et coopératives entre les personnes et les organisations sont grandes, plus la productivité, la prospérité et l’enrichissement culturel de la société dans son ensemble sont grands.

L’énergie sociale détermine le potentiel, mais ce potentiel est rarement approché, sauf peut-être en période de crise extrême ou d’idéalisme et de solidarité les plus élevés, caractéristiques des plus grands moments de l’histoire. Dans des conditions normales, la société n’exploite qu’une petite partie de ses énergies à des fins productives. Le pouvoir social est la capacité de la société à diriger, organiser et utiliser cette énergie pour une action efficace au moyen de lois, de systèmes sociaux, d’institutions, de connaissances et de compétences pour atteindre des objectifs sociaux. La mobilisation de la production en temps de guerre donne une indication de l’ampleur de l’écart entre la performance sociale normale et le potentiel social.

Le potentiel humain et social ne se limite pas non plus à ces quelques facteurs. Tout ce qui augmente l’aspiration, la liberté, la dignité, le respect de soi, la confiance en soi, les connaissances, les compétences, les valeurs, la pensée indépendante, la créativité, l’innovation et le dynamisme de l’individu est un catalyseur potentiel pour une plus grande création de richesse. Tout ce qui favorise davantage de contacts, de relations, de confiance, d’égalité, d’organisation et d’innovation au sein des communautés et entre elles est un catalyseur potentiel pour une plus grande création de richesse.

À une époque où « faire attention à l’acheteur » était la devise dominante dans les affaires, Sears a lancé il y a plus d’un siècle sa célèbre devise « satisfaction garantie ou remboursement » comme moyen de gagner la confiance des clients ruraux, soupçonneux, de la vente par correspondance. En une décennie, il est devenu le plus grand détaillant au monde, une position qu’il a conservée pendant plus de sept décennies. Amazon répète cet exploit aujourd’hui en créant un système mondial qui maximise la transparence, le choix et la confiance.

« L’objectif de la Nouvelle Théorie Economique (NET) est de formuler les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour maximiser la sécurité économique, le bien-être humain et la santé individuelle de toute l’humanité d’une manière compatible avec les droits de l’homme universels, la diversité culturelle et les valeurs civilisationnelles. »

Aujourd’hui, la société mondiale possède un pouvoir sans précédent et toujours croissant sous d’innombrables formes. Mais les résultats générés par ce pouvoir dépendent de la manière dont il est exercé et distribué dans la société. Plus la distribution du pouvoir est large, plus la puissance totale générée est importante et plus les avantages sociaux globaux sont importants. Les monarques et les autocrates possèdent une plus grande autorité individuelle que les dirigeants élus dans les démocraties modernes, mais le pouvoir global d’accomplissement des sociétés qu’ils gouvernent est sévèrement limité, car ils ne mobilisent qu’une infime partie de l’énergie et de l’initiative de leurs membres.

La démocratie distribue largement le pouvoir politique, de sorte que le pouvoir de tout individu est limité, mais la capacité totale de la société est beaucoup plus grande. Le même principe s’applique à la concentration et à la répartition du pouvoir économique. La concentration extrême de la richesse, que ce soit par des moyens légaux ou illégaux, confère un pouvoir énorme à quelques individus, mais réduit considérablement le pouvoir global de la société.

Il n’est plus acceptable que l’économie ignore la question du pouvoir social qui sous-tend tout le fonctionnement du système économique. Jusqu’à récemment, la répartition du pouvoir a été considérée par la plupart des économistes comme une question à étudier par les politologues et les sociologues. L’exclusion du pouvoir du discours économique était en grande partie l’effort des positivistes pour isoler la pensée économique dominante de la contamination par l’analyse Marxiste.

Cela a été réalisé en renforçant les frontières intellectuelles entre l’économie telle qu’elle est comprise dans le monde capitaliste et en éloignant l’analyse économique de l’influence des processus de pouvoir. L’attaque tranchante de Popper contre la nature non scientifique de la pensée marxiste a encore contribué au rétrécissement de l’économie pour répondre aux exigences de la rigueur scientifique. Les travaux récents d’économistes tels que Thomas Piketty sur les inégalités économiques, la prise de conscience croissante de la relation inextricable entre la politique et l’économie, l’attention très visible portée à l’influence de l’argent et des entreprises sur les élections et les marchés publics, la base juridique et politique de la définition élargie des droits de propriété intellectuelle et l’impact de l’emprise réglementaire sur les politiques publiques et les marchés dans des domaines tels que la finance, l’énergie et les produits pharmaceutiques nécessitent de redonner à la question du pouvoir social une place centrale dans la théorie économique.

**1.5. Restaurer la Dimension Subjective**

Les économies modernes sont des systèmes vivants conscients, de plus en plus alimentés par des ressources humaines et sociales qui ne sont pas soumises à d’inhérentes limites matérielles. Les ressources matérielles sont consommées dans le processus d’utilisation. Les ressources non matérielles telles que l’information, les connaissances, la technologie, les compétences et l’organisation se multiplient dans le processus même d’utilisation. Le capital humain et le capital social augmentent en qualité, en utilité et en valeur grâce à l’utilisation et à l’expérience.

Imitant la préoccupation des sciences naturelles du 19ème siècle pour l’étude objective de la réalité extérieure, l’économie tend à négliger la dimension subjective de la réalité qui joue un rôle si central dans la vie humaine. Au cours du 20ème siècle, les physiciens et les biologistes ont largement abandonné ce point de vue, mais il reste encore la philosophie directrice de l’économie, même aujourd’hui. L’argument selon lequel les facteurs subjectifs sont trop difficiles à mesurer est de plus en plus contesté par le développement de mesures alternatives et justifie des efforts beaucoup plus sérieux de la part des économistes traditionnels pour développer de nouvelles méthodes, plutôt que d’ignorer cette dimension essentielle de la réalité.

La pensée des nouveaux paradigmes en sciences sociales ne peut plus nier l’importance centrale de la dimension subjective de la réalité ni chercher à la réduire à ses constituants physiologiques chimiques et nerveux. Tout grand dirigeant connaît l’énorme importance des facteurs subjectifs dans l’accomplissement humain, que Tolstoï appelait « l’esprit intangible mais très puissant de l’armée ». Tout grand dirigeant politique sait que la foi, la confiance et la détermination du peuple d’une nation sont une force de victoire plus puissante qu’une énorme armée et des armes modernes, comme Washington, Napoléon, Churchill et Gandhi l’ont démontré par leurs réalisations étonnantes contre toute attente militaire.

Tout grand chef d’entreprise sait que l’aspiration, la confiance et la détermination sont des déterminants plus importants du succès d’une entreprise que le bilan d’une entreprise, comme Lee Iacocca l’a démontré de façon si spectaculaire en ramenant Chrysler du bord de la faillite au début des années 1980. Tout étudiant réfléchi en économie sait la même chose, comme l’a démontré le président américain Roosevelt en 1933 lorsqu’il a mis fin à la plus grande crise bancaire des États-Unis en appelant le peuple américain à redéposer ses économies durement gagnées pour sauver un système financier en faillite rapide. [11](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor017)

L’essor rapide de l’Asie de l’Est après la Seconde Guerre mondiale, l’incapacité du Japon à retrouver ses performances économiques maximales après l’éclatement de la bulle des actifs en 1988 et la reprise rapide de la Corée après la crise de 1998 en Asie de l’Est ne s’expliquent que lorsque les facteurs subjectifs d’aspiration nationale sont pris en compte. La théorie économique qui ne reconnaît pas et ne reflète pas pleinement le rôle central des facteurs subjectifs dans la performance économique est une relique de la pensée matérialiste et mécaniste du 18ème siècle à une époque où l’être humain est le moteur le plus important d’un avenir plus équitable et durable.

**1.6. Une Science Fondée sur des Valeurs**

Les sciences naturelles et sociales diffèrent sur un autre point important. La quête des sciences naturelles est de découvrir les lois naturelles immuables qui régissent le monde qui nous entoure. Le rôle du spécialiste des sciences naturelles est celui d’un observateur impartial et objectif, libre de tout jugement de valeur. En revanche, la notion de lois newtoniennes immuables de la nature n’a pas sa place dans les sciences sociales. Les sciences sociales étudient le monde et le comportement des êtres humains conscients, dont les habitudes et les propensions sont orientées vers un but et au moins partiellement soumises à un choix conscient. Elles changent avec le temps, subissent une modification volontaire et une évolution consciente. Et pourtant, l’engagement le plus tenace en faveur de cette idée persiste aujourd’hui dans les sciences sociales.

Toute recherche scientifique commence par une étude des phénomènes tels qu’ils existent pour comprendre leurs caractéristiques, leurs structures et les processus par lesquels ils fonctionnent. Pourtant, cette quête est éclairée par les valeurs, les mentalités et les contextes des scientifiques eux-mêmes – de leur sexe à leur race, en passant par leur niveau d’éducation et leur place dans le monde. Un défi fondamental en sciences sociales est de découvrir les processus sociaux par lesquels les gens répondent aux besoins, répondent aux aspirations et atteignent des objectifs. Une connaissance impartiale de ce qui se passe n’est pas suffisante. Elle doit nécessairement être examinée à la lumière des valeurs et des objectifs que l’humanité cherche à réaliser.

De toutes les sciences sociales, l’économie a été la plus fortement influencée par la philosophie du positivisme et l’influence de Hume, qui a insisté sur le fait que la science ne conserverait pas sa crédibilité si elle confondait l’étude des phénomènes tels qu’ils sont avec l’étude de ce que nous pensons qu’ils devraient devenir. La distinction de Hume était puissante : si l’économie était contaminée par le discours sur les valeurs, elle ne pouvait pas être qualifiée de science. Afin de renforcer les frontières scientifiques de la discipline, l’économie est devenue en partie une science empirique et en partie une science logique influencée par les mathématiques appliquées. Ce faisant, elle a été contrainte d’adopter des hypothèses et des généralisations trop simplifiées et, dans certains cas, mythiques qui se prêtaient à l’analyse quantitative.

Au fil du temps, la distinction entre les postulats et la réalité est devenue de plus en plus obscure, ce qui a donné l’illusion que les modèles représentent réellement le monde réel, une erreur semblable à celle de supposer que les expériences de laboratoire in vitro sur les produits chimiques et les micro-organismes sont un substitut fiable pour les essais cliniques humains en pharmacologie.

Le philosophe des sciences Karl Popper a mis en garde contre le naturalisme malavisé dans les sciences sociales. Il a fait valoir que l’impact pratique, et pas seulement la compréhension théorique, doit être considéré comme primordial dans les sciences sociales. Il a souligné la dimension éthique des sciences sociales et a appelé les scientifiques à accepter la responsabilité morale des résultats sociaux. Il est à noter qu’Adam Smith se considérait comme un philosophe moral et non comme un économiste. Smith cherchait des moyens d’améliorer le bien-être humain, et non à formuler des lois universelles de l’économie vraies pour toutes les nations, tous les temps et tous les peuples.

Alors que de nombreux spécialistes des sciences sociales ont tenu compte de la prudence de Popper, la pensée économique dominante tente toujours de se positionner comme une science objective et sans valeur, tandis que ses postulats de base sont fondés sur des valeurs implicites qui sont rarement discutées. [12](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor018)

L’économie doit devenir consciente de ses valeurs. Elle doit expliciter les objectifs, les valeurs et les postulats sur lesquels repose sa connaissance. L’objectif de la Nouvelle Théorie Economique (NTE) est de formuler les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour maximiser la sécurité économique, le bien-être humain et la santé individuelle de toute l’humanité d’une manière compatible avec les droits de l’homme universels, la diversité culturelle et les valeurs civilisationnelles et ce que cela signifiera vivre en harmonie avec la nature.

La sécurité économique assure des besoins matériels minimaux. Le bien-être humain englobe un plus large éventail de besoins matériels et sociaux liés à la sécurité, à la santé, à l’éducation et à la sécurité sociale. Le bien-être individuel englobe les aspirations sociales, culturelles, psychologiques et spirituelles de haut niveau pour la liberté de choix, le respect, la libre association, le plaisir, l’expression créative de soi, le développement individuel et la réalisation de soi. Et le développement durable signifie y parvenir de manière à restaurer les systèmes naturels dont nous dépendons. L’objectif de l’économie n’est pas la production pour elle-même ou la croissance économique pour la croissance. L’objectif n’est pas de découvrir des lois immuables, universelles et naturelles de l’économie basées sur un précédent, un modèle ou une théorie existante, mais d’identifier les lois et les premiers principes d’un système social adapté à la promotion du bien-être humain mondial.

**2. Limites de l’Economie Dominante**

L’objectif de cet article n’est pas une critique de la pensée économique dominante, mais plutôt un appel à développer une nouvelle théorie qui transcende ses limites. Il y a eu d’innombrables critiques ces dernières années identifiant les limites, les erreurs, les omissions, la logique erronée, les incohérences et les contradictions de la théorie économique dominante [13](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor019) Des modifications utiles ont également été incorporées reflétant les idées de la sociologie, de la psychologie et de l’écologie, mais elles ne remettent pas en question les hypothèses fondamentales de l’économie dominante.

Ce qui suit est un résumé partiel des principaux problèmes, limites et échecs de la théorie économique dominante :

1. Elle ne parvient pas à atteindre des objectifs sociaux vitaux - accès aux besoins essentiels, plein emploi, répartition équitable des revenus, sécurité économique et bien-être pour tous, véritable liberté de choix, justice sociale, stabilité sociale et harmonie.
2. Elle considère la croissance comme synonyme d’augmentation des niveaux de bien-être humain alors qu’elle peut en fait être tout le contraire.
3. Elle considère la croissance comme synonyme d’augmentation des niveaux de bien-être humain alors qu’elle peut en fait être tout le contraire.
4. Dans un effort pour simuler la rigueur scientifique fondée dans les sciences naturelles, elle a adopté des hypothèses théoriques et méthodologiques et des généralisations trop simplifiées qui ne sont pas conformes au fonctionnement réel des économies, ce qui a entraîné un fossé radical entre la théorie et la pratique. Des hypothèses et des modèles très discutables sur le fonctionnement et la neutralité des marchés, le choix rationnel, les coûts et avantages marginaux, l’égalité d’accès à l’information, les fonctions d’utilité individuelles additives et la maximisation des profits sont quelques exemples bien connus. [14,15,16,17](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor021) Dans une lettre ouverte au New York Times, Paul Krugman a mis en garde contre le fait de confondre la beauté des équations mathématiques avec la vérité. [18](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor024)
5. Elle considère la société et l’environnement comme des externalités plutôt que comme des agents indispensables dans tout processus productif. [19](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor025) Elle fonctionne sur la base d’un faux système comptable qui omet et déforme des informations vitales concernant les conséquences sociales et environnementales de l’activité économique, y compris les coûts économiques et sociaux de la dégradation de l’environnement et le coût de remplacement réel des ressources non renouvelables.
6. Elle considère le prix économique comme une approximation de la valeur réelle des transactions pour les êtres humains et le bien-être humain.
7. Elle est a-sociale en ce sens qu’elle ignore l’existence de la société et des processus sociaux, néglige le rôle central de la coopération et de la confiance, et considère une répartition et une répartition justes et équitables comme des questions non économiques.
8. Elle est basée sur des modèles d’équilibre statique qui sont inadéquats pour décrire et expliquer les schémas récurrents d’instabilité, de crises fréquentes et de processus sociaux en évolution rapide qui caractérisent les systèmes économiques.
9. Elle est tellement obsédée par les valeurs monétaires que le monde physique devient invisible et est négligé. Tout devient substituable, les pénuries absolues n’existent pas et le monde physique n’a aucun impact sur l’économie. Elle repose sur l’hypothèse implicite de ressources, et de puits de matières et d’énergie, librement disponibles, qui sont en conflit avec l’existence de contraintes biophysiques. En conséquence, elle est incapable d’aborder la question des contraintes biophysiques et de concilier le conflit apparent entre croissance économique et développement durable. [20](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor026)
10. Elle ne reflète pas l’impact réel des transactions sur la société et sur l’environnement, tels que les coûts sociaux du chômage, de la pollution et du changement climatique.
11. Elle est toujours calquée sur les concepts du 19ème siècle applicables aux économies locales et nationales pendant la révolution industrielle, sans tenir compte des changements fondamentaux dans les principes régissant l’économie de services moderne.
12. Elle est fondée sur des postulats invalides concernant la rationalité de la prise de décision humaine qui sont en contradiction directe avec la recherche psychologique et les preuves historiques.
13. Elle est basée sur des hypothèses naïves concernant la relation entre l’économie financière et l’économie réelle qui ont abouti à une expansion imprudente, déstabilisante et dangereuse des marchés financiers spéculatifs basés sur des outils décrits à juste titre par Warren Buffet comme des « armes de destruction massive financière ».
14. Elle ne tient pas compte correctement du rôle du crédit et de la dette privée dans l’économie. [21](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor027)
15. Elle est basée sur un concept économique étroit de l’efficacité qui ignore les implications sociales et les coûts sociaux de la maximisation du profit. L’efficacité des entreprises obtenue par le remplacement des travailleurs par des machines n’est pas synonyme de l’efficacité de la société qui est confrontée à des niveaux croissants de chômage, de coûts sociaux, de criminalité et de violence.

**2.1. Problèmes Théoriques**

Ces lacunes sont le résultat de constructions mentales et sociales, d’hypothèses et de valeurs implicites qui doivent être consciemment reconnues et soumises à examen, par exemple l’hypothèse que la tarification des ressources au prix de l’extraction reflète leur valeur réelle pour la société ou que l’extension des droits de propriété intellectuelle favorise la justice sociale. Ces lacunes résultent de limitations théoriques plus fondamentales :

1. *Réductionnisme disciplinaire* : L’économie partage des lacunes communes à d’autres disciplines des sciences sociales. Elles sont toutes le produit de la tentative de reconstruire l’unité de la vie sociale par l’assemblage mécanique de concepts, de facteurs, de forces et de composants indépendants qui constituent en réalité une unité inséparable. Les efforts visant à isoler et à protéger le fonctionnement des facteurs économiques des facteurs politiques, juridiques, technologiques, sociaux, psychologiques, culturels et écologiques sont une abstraction artificielle destinée à réduire la complexité du monde réel en termes qui se prêtent à la modélisation mathématique. Ce réductionnisme disciplinaire détruit des connaissances essentielles et obscurcit les hypothèses et les postulats sous-jacents sur lesquels reposent les théories dominantes. Plus important encore, cela détourne l’attention et la discussion des facteurs critiques qui influent sur les résultats économiques.
2. *Mathématiques* : Dans un effort pour atteindre les caractéristiques d’une science mathématique, l’économie dominante a recours à une utilisation inappropriée des mathématiques et de l’analyse statistique, exigeant que presque tous les types d’économie soient basés sur des modèles et produisent des preuves mathématiques afin d’être prises au sérieux. L’effort pour réduire la riche variabilité et la complexité de la réalité sociale en équations et relations linéaires, en calcul simple et en théorèmes limites centraux conduit à des conclusions qui sont logiquement cohérentes mais le plus souvent largement divergentes de la réalité sociale sous-jacente qu’elles cherchent à modéliser. Il n’y a pas de solution mathématique significative pour tous les problèmes économiques. L’insistance sur le rendu mathématique comme mode d’expression par défaut fausse le choix des sujets à étudier, conduit à l’omission de facteurs qualitatifs importants et entrave gravement les progrès globaux de l’économie.
3. *Réglementation* : La foi dans la sagesse des marchés autoréglementés est une mauvaise application des principes des sciences naturelles. Les marchés ne sont pas des mécanismes d’autorégulation qui utilisent de manière optimale tous les facteurs de production disponibles pour parvenir au plein emploi et à la stabilité des prix. Les niveaux actuels de chômage des jeunes allant de 25 à 50% ou plus ne sont que l’une des exceptions les plus évidentes. Les marchés non réglementés ne sont ni libres, ni équitables, ni socialement efficaces. Laissés à eux-mêmes, ils tendent vers le déséquilibre, c’est pourquoi les institutions sont importantes. Le déséquilibre prend la forme de crises systémiques récurrentes et d’instabilité systémique, qui devraient être considérées comme des modèles de préoccupation centrale pour l’analyse dans la théorie économique.
4. *Mondialisation* : La théorie économique fondée sur la primauté des marchés et des politiques au niveau national est inadéquate pour comprendre le fonctionnement économique dans une économie de plus en plus interconnectée et mondialisée. Ainsi, l’emploi est encore modélisé au niveau national à une époque où les influences internationales et mondiales prennent de plus en plus d’importance. Par exemple, un cadre véritablement mondial tiendrait nécessairement compte de l’impact net sur la création d’emplois mondiaux et la pollution de l’environnement provenant du déplacement de la production vers d’autres pays. La perspective nationale traditionnelle de l’emploi ne tient pas compte de l’énorme impact positif de la croissance économique mondiale sur la création d’emplois, car bon nombre de ces emplois sont créés dans d’autres pays. La croissance sans emploi est un terme impropre. Si l’on tient compte de l’impact de la croissance intérieure sur l’emploi total, les pays les plus avancés sur le plan économique enregistrent en fait un chômage négatif net qui n’est pas immédiatement apparent, car nous nous concentrons uniquement sur les emplois créés dans l’économie nationale. Les pays à revenu élevé sont des exportateurs nets d’emplois. Ces emplois, à leur tour, stimulent une augmentation des revenus, une montée en flèche de la demande des consommateurs et de la demande de technologies plus sophistiquées produites ailleurs. Ainsi, la création d’emplois dans d’autres pays est un puissant moteur à la fois pour l’expansion continue de l’économie mondiale et pour la croissance continue de l’emploi mondial. Le phénomène des exportations d’emplois contribue à expliquer le fait remarquable que l’emploi mondial total a plus que suivi le rythme de la croissance démographique et du développement technologique au cours des six dernières décennies. [22](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor028)
5. *Pouvoir social* : La vision mécaniste des systèmes économiques en fonction des intrants et des extrants ignore l’immense importance des facteurs sociaux qui déterminent l’exercice du pouvoir dans la société, l’accès aux ressources et la distribution des avantages économiques. Un exemple est la façon dont les facteurs sociaux influent sur les résultats économiques, l’extension des droits d’auteur et des droits sur les brevets au-delà du niveau nécessaire pour encourager l’innovation entraîne une hausse des prix pour les consommateurs et des barrières à l’entrée plus élevées pour les concurrents.
6. *Évolution* : L’évolution rapide se produit simultanément dans des domaines tels que la science, la technologie, l’éducation, l’organisation, le droit, la gouvernance, la sensibilisation du public, les aspirations sociales et le pouvoir social. L’économie et la société évoluent constamment, de sorte que les concepts, théories et modèles statiques (non évolutifs) fondés sur l’économie industrielle sont de moins en moins pertinents et utiles dans une économie de services fondée sur la connaissance dominée par le secteur financier.
7. *Concept de valeur* : Les prix du marché ne sont pas des mesures objectives et universelles de la valeur qui conduisent à une allocation optimale des ressources. Le marché accorde une valeur égale aux activités qui sauvent et détruisent des vies, à l’essentiel et à ce qui est trivial, à ce qui est légal et ce qui est criminel, à 100 000 $ en céréales alimentaires et 100 000 $ pour une robe d’actrice de cinéma. Les taux de salaire déterminés par le marché ne reflètent pas la productivité des travailleurs et ne génèrent pas une répartition équitable des revenus. En outre, la théorie actuelle considère toutes les valeurs monétaires comme positives, alors qu’un grand nombre d’activités économiques résultent de la création d’une valeur ajoutée négative (valeur déduite) ou y contribuent, comme dans le cas des destructions résultant de la guerre, de la pollution industrielle et de la dégradation de l’environnement, de l’augmentation des taux de consommation de drogues et de criminalité et de l’augmentation des coûts des soins de santé due au chômage chronique, etc. [23](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor029)
8. *Marchés rationnels* : le postulat selon lequel les marchés sont rationnels est lui-même irrationnel. L’effondrement récent des prix mondiaux du pétrole, la crise des subprimes de 2008 et le triplement des prix sur le NASDAQ avant l’éclatement de la bulle Internet en 2000 en sont des exemples flagrants. [\*\*](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-003)
9. *Maximisation des profits* : La maximisation des profits à court terme par les entreprises pour créer de la valeur pour les dirigeants et les actionnaires se fait souvent au détriment des clients, des employés, du bien-être public et de la viabilité à long terme de l’entreprise elle-même. La maximisation des profits par les institutions financières avec l’argent des déposants au cours de la décennie précédente a failli ruiner le système financier américain et précipité une crise mondiale.
10. *Mesure de la croissance et du bien-être humain* : Un changement dans la mesure économique est essentiel pour sortir de la logique aveugle des concepts insuffisants. La performance de l’économie ne peut être évaluée de façon réaliste en mesurant le taux de variation de quelques variables macroéconomiques. Tous les types de croissance n’ont pas la même valeur. Certains types sont en fait négatifs en termes d’impact sur la société et le bien-être humain. L’augmentation des revenus des super-riches, la croissance résultant d’une guerre ou d’un accident industriel de type Fukushima, la croissance de la consommation d’alcool et d’antidépresseurs, la croissance résultant d’une spirale ascendante des prix du pétrole ou de l’immobilier spéculatif, la croissance des dépenses publiques due à une augmentation des poursuites pénales ou à l’augmentation des niveaux d’incarcération dans les prisons ne sont pas de la même valeur économique, sociale ou humaine qu’ une croissance qui élève les plus pauvres au-dessus du seuil de pauvreté, qu’une croissance des investissements publics ou privés dans l’éducation et la santé publique, qu’une croissance de la construction de nouveaux logements et équipements publics, ou qu’une croissance de la construction de nouvelles usines pour produire des biens et créer des emplois qui améliorent la qualité de la vie humaine.
11. *Secteur non monétarisé* : Le bien-être humain est le résultat d’activités qui ont lieu dans le secteur monétarisé par échange d’argent et le secteur non monétarisé. Un grand nombre des sources les plus précieuses de bien-être humain, en particulier celles entreprises par les familles et les communautés dans ce que l’on appelle la sphère centrale, n’impliquent pas l’échange d’argent. De même, bon nombre des plus grandes menaces au bien-être et à la santé, en particulier celles qui sont commises par les familles et les communautés dans ce que l’on appelle la sphère centrale, ne sont pas comptabilisées en termes monétaires. De plus, la frontière entre ces secteurs est en constante évolution et est impactée par les politiques publiques.
12. *Déconnecter l’économie de l’écologie* : L’économie en tant que discipline de la révolution industrielle a émergé alors qu’il n’y avait aucune preuve que les ressources naturelles étaient limitées et que l’atmosphère pouvait être altérée par l’activité humaine. C’est pourquoi l’économie a pris la nature pour acquise, en supposant que les ressources sont illimitées et que les systèmes naturels pourraient absorber des quantités illimitées de pollution. Une fois que les économies seront reconnues comme faisant partie d’écologies qui sont elles-mêmes dégradées, il deviendra alors nécessaire d’accepter qu’il sera impossible d’améliorer le bien-être de tous dans des économies plus équitables si les coûts de l’épuisement des ressources et de la dégradation de l’environnement continuent d’augmenter. Restaurer l’avenir pourrait bien devenir un moteur d’innovation et de développement économique, ce qui est certainement vrai pour la révolution des énergies renouvelables, avec des investissements dans les énergies renouvelables depuis 2009 plus importants chaque année que ceux dans les combustibles fossiles.
13. *Ignorer l’espace* : Les gens vivent dans des espaces particuliers, des grandes villes aux petites villes et aux zones rurales. Les relations économiques et les connexions aux systèmes naturels sont façonnées par la façon dont ces espaces sont configurés. Les villes américaines tentaculaires coûtent plus cher par individu pour perdurer, ce qui signifie qu’elles ont besoin de plus de financement et de ressources. Les villes européennes sont plus efficaces et équitables. Les villes en développement sont largement divisées entre un petit secteur informel et un grand secteur formel. L’économie a eu tendance à ignorer l’espace, et pourtant a supposé que la majeure partie de la production et de la consommation économiques dans les économies modernes ont lieu dans les villes. L’urbanisation et l’industrialisation ont été considérées comme les indicateurs de la modernisation. Cependant, les villes peuvent être conçues de manière, appropriée ou non : elles peuvent être inclusives ou exclusives, plus ou moins équitables, plus ou moins durables, plus ou moins sûres, plus ou moins fonctionnelles pour les bons types d’activités productives par opposition à la spéculation immobilière.

L’économie dominante se compose de quelques théories principales soutenues par une mosaïque de concepts, de théorèmes et de modèles dépourvus du fondement commun, de la cohérence et de l’intégration qui caractérisent les connaissances en sciences naturelles. Aussi utiles que puissent être les éléments de la mosaïque pour éclairer des questions et des domaines d’activité spécifiques, ils ne constituent pas, en tout ou en partie, une théorie cohérente de la création de richesse, du bien-être et de la santé. En outre, ils n’abordent pas des questions plus larges et plus fondamentales qui doivent être prises en compte afin de placer la nouvelle théorie économique sur une base solide.

Une réponse à l’insuffisance de la théorie économique dominante a été la prolifération récente de théories alternatives vaguement regroupées sous la rubrique « économie hétérodoxe ». Ce groupe comprend le développement, l’écologie, l’évolution, le post-keynésianisme, le post-marxisme et de nombreuses autres écoles de pensée économique. [††](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-002) Chacun concentre l’attention sur une dimension de l’économie qui est négligée ou mal comprise par la théorie dominante.

En dépit du fait qu’ils soient légion, la théorie dominante enracinée dans les citadelles universitaires continue de noyer efficacement la plupart des points de vue dissidents. Cet assemblage de modèles et de théories alternatifs est un développement important, mais il n’est pas suffisamment complet pour remplacer l’orthodoxie dominante. Nous avons besoin d’une théorie qui intègre des aspects complémentaires de la vérité, plutôt que d’ignorer ou de rejeter toute dissidence comme superflue. Nous avons besoin d’un cadre intégré pour les sciences sociales, semblable à ce que nous trouvons dans les sciences naturelles.

**3. Objectifs de la Nouvelle Théorie Economique**

L’appel à une nouvelle théorie économique repose sur le postulat que la persistance de la pauvreté ainsi que l’augmentation du chômage, des inégalités et de la dégradation écologique reflètent les limites du système conceptuel actuel, plutôt que les limites pratiques du développement humain durable. Un nouveau paradigme dans la pensée économique est nécessaire pour rendre conscients et explicites les concepts sous-jacents qui limitent la capacité de l’humanité à promouvoir des progrès rapides en matière de bien-être et de santé pour tous les êtres humains.

La théorie économique façonne la société en façonnant les compréhensions, les politiques, les institutions, les valeurs, les aspirations et les croyances sur ce qui est possible. Elle fournit également une justification implicite de l’application et de la répartition du pouvoir social et des arrangements économiques explicites utilisés pour la soutenir. Il est encore difficile de concevoir ce que devrait être précisément la forme d’une nouvelle théorie économique, mais certaines de ses caractéristiques essentielles peuvent certainement être identifiées.

L’économie devrait être explicitement axée sur des objectifs et fondée sur des valeurs. Elle doit abandonner l’objectivité scientifique enfermée dans sa tour d’ivoire et accepter la responsabilité des conséquences sociales et politiques plus larges de l’activité économique. Le seul but légitime de la théorie économique est de maximiser le bien-être de tous les êtres humains. La validité de la théorie doit être jugée en fonction de son efficacité dans la réalisation de ces objectifs. Elle devrait être fondée sur la reconnaissance de la véritable valeur de l’être humain en tant que ressource la plus précieuse et la plus périssable de toutes les ressources et source de toute créativité et innovation. Elle devrait être fondée sur une éthique mondiale qui cherche à maximiser le développement des capacités humaines à la fois pour leur contribution au bien-être humain et à notre sentiment d’épanouissement en tant qu’êtres humains productifs.

L’objectif de l’activité économique devrait être la sécurité, le bien-être et la santé durables de tous les êtres humains, et pas seulement la croissance et pas seulement la prospérité d’une minorité de personnes ou de certains pays.

* Lorsque l’on parle de NTE, cela doit inclure la génération de richesse en tant que stock qui responsabilise et assure la sécurité, le bien-être en tant que flux et la santé en tant que statut qui dépend de l’interaction entre les facteurs intrinsèques et extrinsèques.
* Le bien-être humain et la santé sont des produits de l’ensemble de la société, dont la sécurité, la gouvernance, l’économie et la culture sont des parties inséparables. Ils sont le produit d’activités monétarisées et non monétarisées. Ils sont également étroitement liés à la répartition du pouvoir social. Le pouvoir social largement distribué est la prospérité. Le pouvoir social est le système de distribution de la prospérité.
* Toute activité humaine se déroule dans un environnement qui comprend l’action et l’interaction de facteurs physiques, sociaux, mentaux et culturels et cet environnement subit un processus continu d’évolution. Par conséquent, la théorie doit prendre en compte l’impact, les caractéristiques et l’évolution de l’environnement.

**4. Fondements Axiologiques de la NTE (Nouvelle Théorie Economique)**

La NTE doit remplacer les valeurs implicites de la théorie actuelle, qui favorise souvent des classes et des activités spécifiques sous couvert de liberté et d’impartialité, par l’affirmation explicite de valeurs qui favorisent le développement équitable de tous les êtres humains. Parmi celles-ci, le pouvoir implicite exercé par l’argent sur les politiques publiques et la répartition des bénéfices dans une société démocratique doit être pleinement exposé.

Comme la liberté est une valeur sacrée selon la théorie politique démocratique actuelle, l’égalité devrait être explicitement reconnue comme une valeur sacrée par la nouvelle théorie économique. L’institution de la démocratie a été conçue comme un moyen de promouvoir la liberté individuelle, bien qu’en pratique elle sacrifie trop souvent la liberté réelle à la tyrannie d’une majorité, d’une minorité électorale ou d’une élite ploutocrate. La NTE devrait fournir le cadre théorique et les politiques environnementales nécessaires pour faire des marchés des instruments efficaces pour parvenir à une véritable égalité sociale. L’économie politique doit retrouver sa position légitime d’arbitre des résultats économiques.

Les valeurs expriment l’intention et l’engagement, mais elles ne sont pas simplement des idéaux utopiques ou des principes éthiques. Elles représentent les formulations mentales abstraites les plus élevées des principes de la vie avec un immense pouvoir d’accomplissement pratique. Elles représentent la quintessence de la sagesse acquise par l’humanité concernant les fondements nécessaires à la survie, à la croissance, au développement et à l’évolution de l’humanité.

La NTE devra examiner les valeurs fondamentales sur lesquelles repose la pensée économique. Elle devra expliciter les valeurs qu’elle cherche consciemment à promouvoir. Elle devra également reconnaître les tensions et les contradictions apparentes entre les valeurs et expliquer comment elles peuvent être conciliées dans la pratique.

La NTE devrait être fondée sur des valeurs humaines universellement reconnues, notamment :

* 1. Respect de l’humanité – la valeur inestimable et le potentiel de développement illimité de l’être humain. Le bien-être humain est l’objectif central. Le développement des capacités humaines, communément appelé dans le jargon économique capital humain, est la ressource la plus précieuse et la plus indispensable pour y parvenir.
  2. Liberté de choix – liberté individuelle maximale d’initiative et de choix compatible avec le bien-être et la santé de l’ensemble de la collectivité.
  3. Droits économiques – le droit inhérent de tout être humain à la sécurité, au bien-être et à la santé économiques.
  4. Équité et loyauté – protection égale des droits et égalité de chances pour tous.
  5. Solidarité – sécurité économique et bien-être pour tous les êtres humains.
  6. Développement durable – protection de l’environnement, restauration des systèmes naturels dont nous dépendons et garantie de l’égalité des droits des générations futures. L’émergence progressive d’un consensus entre les pays soutenant les ODD chargés de valeurs de l’ONU signifie une acceptation croissante du caractère essentiel des valeurs en économie et dans d’autres domaines de la vie sociale, en particulier la valeur de la durabilité.
  7. Paix et stabilité sociale – une économie qui favorise la paix, la stabilité et l’harmonie sociale.
  8. Droits naturels – Les systèmes naturels doivent être considérés comme bénéficiant à tous les êtres humains et non humains dans le développement créatif continu de l’évolution.
  9. Droits sociaux – De même, les réalisations passées de l’humanité appartiennent à l’humanité dans son ensemble et leurs avantages devraient profiter à tous.

**5. Fondements Epistémologiques de la Notion de NTE**

La Nouvelle Théorie Economique exige un changement de conception concernant la nature de la réalité que nous cherchons à comprendre et les moyens appropriés de la connaître. La NTE doit être fondée sur une épistémologie qui englobe et reflète plus fidèlement le spectre complet, la complexité multidimensionnelle, la vitalité organique et le caractère évolutif de la réalité sociale.

**5.1. Transdisciplinarité**

La nouvelle théorie devrait abandonner la vision mécaniste et réductionniste de l’économie en tant que machine et la remplacer par une conception de l’économie comme un réseau social complexe, vivant et en constante évolution de relations humaines capable d’un développement et d’un enrichissement sans fin. La NTE doit être basée sur le postulat que l’économie est une partie inséparable d’un ensemble plus vaste qui englobe tous les domaines de la connaissance et de l’activité sociale.

La santé et la performance de chaque partie dépendent de notre connaissance et de notre compréhension des principes et des processus régissant la performance de l’organisme social tout entier ainsi que de l’interdépendance de ses parties. La théorie et la politique économiques doivent être fondées sur une connaissance des principes et des processus qui guident et orientent la conscience, les aspirations et les valeurs sociales; la libération des énergies sociales et de l’initiative; l’organisation du pouvoir social qui canalise ces énergies ; et les attitudes et les compétences qui convertissent les énergies organisées en avantages tangibles pour la société.

La transdisciplinarité est une forme exigeante d’intégration des connaissances qui examine les processus sociaux sous-jacents communs à tous les domaines ainsi que la capacité de réfléchir à la réalité du point de vue des différentes parties prenantes, générations et cultures, plutôt qu’une norme unique, absolue et « objective ». [24](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor030)

**5.2. La Multidisciplinarité**

Les grandes réalisations économiques ont toujours été stimulées par le développement important de forces et de facteurs non économiques. La nouvelle théorie doit intégrer l’économie à tous les autres domaines de la vie sociale. Elle doit briser les divisions arbitraires qui divisent actuellement les sciences sociales et remplacer le concept d’externalités par une prise de conscience croissante du lien complexe des facteurs politiques, juridiques, commerciaux, organisationnels, technologiques, sociaux, culturels et psychologiques qui déterminent la performance et les résultats économiques.

Plutôt que de chercher à isoler et à protéger l’économie des autres facteurs sociaux, la NTE doit identifier et expliciter tous les facteurs qui influencent la performance économique afin d’identifier les faiblesses et les limites inhérentes aux mesures politiques, juridiques, économiques, éducatives et sociales qui entravent le développement du bien-être et de la santé de l’homme. Les conditions favorables et limitatives comprennent la géographie et l’environnement physique, la paix et la sécurité, la liberté politique et sociale, un gouvernement démocratique stable, un cadre juridique et une mise en œuvre propices et transparents, une administration publique efficace et dynamique – des prises de décisions rapides et transparentes, des politiques publiques faites pour faciliter les affaires, des infrastructures physiques pour les transports et les communications, des niveaux élevés d’éducation et de formation, des valeurs sociales et l’éthique du travail.

**5.3. Complexité**

La société est un organisme vivant complexe dans lequel tous ses éléments constitutifs sont interconnectés, interdépendants et intégrés. La pensée systémique a apporté d’importantes contributions à notre compréhension des systèmes et du fonctionnement complexes en fournissant des informations sur la dynamique et les modèles d’interaction entre d’innombrables nœuds d’activité. Une méthode scientifique réductionniste est inappropriée pour l’analyse holistique des systèmes évolutifs dont l’humanité fait partie [intégrante.25](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor031) Les problèmes et les systèmes complexes résultent de réseaux de causes multiples en interaction qui ne peuvent être distinguées individuellement.

Ils doivent être traités comme des systèmes entiers, plutôt que comme des systèmes fragmentaires. Ils sont tels, que de petits intrants peuvent entraîner des effets disproportionnés. Les problèmes qu’ils présentent ne peuvent pas être résolus une fois pour toutes, mais doivent être gérés systématiquement et généralement toute intervention se confond avec de nouveaux problèmes à la suite des interventions qui les traitent. [26](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor032) La compréhension du comportement des systèmes complexes a permis de démêler les grandes fluctuations et l’imprévisibilité qui caractérisent la performance des marchés financiers et autres.

Elle a permis de décoder les effets de réseau qui conduisent à la concentration du pouvoir entre les plus grands nœuds d’un réseau. Elle a également amélioré notre compréhension de l’impact de l’activité économique sur l’environnement. Dans le même temps, la prudence est nécessaire pour éviter la tendance des sciences de la matière à réduire notre compréhension des processus humains complexes à des algorithmes mécanistes capables de faire des ravages sur les systèmes sociaux humains, comme les algorithmes de trading informatique l’ont fait récemment.

**5.4. Dimension Subjective**

Notre conception de la connaissance doit reconnaître pleinement l’importance centrale des facteurs psychologiques et sociaux subjectifs dans la détermination des résultats sociaux. Les aspirations, les perceptions, les concepts, les attitudes, les croyances et les valeurs humaines sont des déterminants fondamentaux du fonctionnement des personnes et des systèmes sociaux. Ils régissent la libération et la direction des énergies humaines et leur conversion en pouvoir social. La structure et le fonctionnement des institutions sociales sont un produit et une expression de ces facteurs subjectifs.

« Il n’y a pas de limite inhérente au potentiel de l’ingéniosité humaine et de l’organisation sociale. Ainsi, il n’y a pas de limite inhérente au développement humain. »

**5.5. Incertitude**

L’économie a été fondée à une époque dominée par la recherche de principes déterministes newtoniens régissant un monde régi par des lois immuables et des équations d’équilibre. Aujourd’hui, elle s’accroche toujours à des concepts statiques d’équilibre et de certitude, tandis que la science dominante a évolué vers une perspective moins déterministe et plus créative.

La nouvelle théorie doit réexaminer les concepts de certitude et de limitation finie implicites dans la théorie dominante. Elle doit reconnaître la quête centrale de sécurité des êtres humains, les limites inhérentes à la certitude dans une société en évolution rapide et la relation entre l’incertitude et la créativité, qui est la source de l’innovation continue et du développement humain potentiellement illimité. [27](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor033)

**6. Fondements Ontologiques de la NTE**

La nouvelle théorie doit remettre en question les concepts et les postulats fondamentaux concernant la nature de la réalité sociale et économique.

**6.1. Les Relations sont la Richesse**

L’accomplissement humain est le résultat d’interactions, de relations et de collaborations entre les individus, les organisations et les groupes. La création de richesse, la production de connaissances, la découverte, l’invention et la gouvernance sont quelques-unes de ses expressions. La capacité d’accomplissement est liée au nombre, à la vitesse, à la fréquence, à la qualité et à l’intensité de ces interactions. Une plus grande inclusion géographique, une plus grande vitesse de communication et de transport, des systèmes et des mécanismes organisationnels qui facilitent et apportent leur soutien, des connaissances et des compétences qui améliorent la qualité et la commodité, une compréhension et des valeurs partagées, un sentiment d’identification et d’appartenance sont parmi les nombreux facteurs qui augmentent la capacité sociale humaine d’accomplissement. Chacun de ces facteurs doit trouver sa place dans la NTE.

**6.2. Organisation Sociale**

L’organisation est une capacité inhérente de l’esprit humain à organiser les personnes, les objets, les idées, les processus et les activités d’une manière ordonnée capable de multiplier leur productivité et de réduire les déchets. L’organisation des matériaux et des processus est à la base de percées technologiques remarquables. L’organisation des personnes, des groupes et des processus sociaux est à la base de progrès tout aussi remarquables dans tous les domaines de la vie sociale – du commerce, de la production et de la banque au franchisage, à l’inventaire juste-à-temps, à la gestion de la chaîne d’approvisionnement mondiale, aux cartes de crédit, aux services bancaires électroniques, à Internet, au commerce électronique, aux réseaux sociaux, à l’économie du partage (par exemple, Uber, Airbnb) et à l’Internet des objets émergent.

La société est une organisation sociale complexe capable de diriger et de convertir cette énergie en pouvoir efficace pour maximiser le bien-être humain. L’organisation sociale est un arrangement physique ou un système mécanique. La société est un système vivant et son organisation est vivante, consciente, dynamique et évolutive. Elle est capable d’auto-organisation, d’auto-multiplication et d’évolution. Notre conception de la société doit reconnaître les pouvoirs dynamiques, adaptatifs et créatifs de l’organisation. Les objectifs de la NTE peuvent être mieux atteints par une organisation sociale qui permet à chaque être humain de développer et d’exprimer pleinement ses capacités individuelles et ses dons en tant que membres d’un système social qui favorise un maximum de synergie, de coopération et d’harmonie entre les individus, les communautés, les nations et l’humanité dans son ensemble. [28](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor034)

**6.3. Rôle de l’Individu**

La société est le macrocosme. L’individu est le microcosme. La société n’est pas simplement un agrégat d’individus autonomes. L’économie n’est pas simplement un système impersonnel fonctionnant mécaniquement selon des lois universelles. La performance économique n’est pas simplement le résultat du comportement moyen des membres participants d’une économie. La société est peuplée de millions d’individus conscients capables d’initiatives uniques. L’individu en tant que leader, entrepreneur, explorateur, pionnier, penseur original et artiste créatif est le catalyseur et la source de l’innovation sociale et de la créativité.

Les actes d’un seul individu peuvent avoir un impact radical sur la performance économique, comme le retour de Steve Jobs dans un Apple Computers en difficulté en 1996 après une interruption de 12 ans a conduit en une douzaine d’années à l’émergence d’Apple comme l’entreprise la plus précieuse au monde. La théorie sociale centrée exclusivement sur le collectif en tant qu’agrégat d’individus ne tient pas compte du rôle créatif de l’individu dans l’évolution du collectif ainsi que du rôle du collectif dans le développement de ses membres individuels. Une théorie sociale efficace doit être fondée sur une compréhension des rôles complémentaires joués par l’individu et le collectif dans le développement social et l’évolution et fournir des idées sur la façon de concilier liberté individuelle et bien-être collectif. [29](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor035)

**6.4. Le Processus Social**

La société évolue par la croissance de la conscience et de l’organisation. Elle libère de l’énergie pour son accomplissement en cherchant à élever continuellement son niveau de conscience, de compréhension, de prise de décision et de détermination à agir. Elle convertit cette énergie en une force dirigée pour l’accomplissement au moyen des valeurs, des buts, des objectifs et des plans qu’elle poursuit. Elle transforme la force en pouvoir par le développement et l’amélioration continus des structures, des systèmes et des activités organisationnels. La qualité des connaissances, des compétences et des attitudes de ses membres individuels détermine les résultats obtenus par son activité.

**6.5. Capacités Humaines et Sociales**

La performance potentielle de la société dépend en fin de compte du niveau de développement de ses membres individuels et de son organisation sociale, c’est-à-dire du capital humain et du capital social. Le capital humain dépend des connaissances, des compétences, des attitudes, des valeurs, du caractère et de la personnalité des individus. Le capital social fait référence au développement de relations, d’institutions et de réseaux qui produisent des attitudes collaboratives, des normes partagées, des valeurs partagées, une compréhension et une confiance mutuelles.

Elle comprend les structures qui répartissent l’autorité et coordonnent les activités spécialisées, les normes et les systèmes appliqués pour la communication, l’exécution et le suivi de la performance, et les valeurs qui caractérisent le fonctionnement de l’organisation à chaque niveau et dans chaque domaine de son expression. Le capital humain et social est unique en ce sens qu’il possède la capacité de mobiliser et d’utiliser les autres formes de capital pour améliorer les performances. Il n’y a pas de limite inhérente au potentiel de l’ingéniosité humaine et de l’organisation sociale. Il n’y a donc pas de limite inhérente au développement humain.

Cela comprend les structures qui répartissent l’autorité et coordonnent les activités spécialisées, les normes et les systèmes appliqués pour la communication, l’exécution et le suivi de la performance, et les valeurs qui caractérisent le fonctionnement de l’organisation à chaque niveau et dans chaque domaine de son expression. Le capital humain et social est unique en ce sens qu’il possède la capacité de mobiliser et d’utiliser les autres formes de capital pour améliorer les performances. Il n’y a pas de limite inhérente au potentiel de l’ingéniosité humaine et de l’organisation sociale. Il n’y a donc pas de limite inhérente au développement humain.

**6.6. Les Marchés en tant que Dispositif Réseau**

La langue est un dispositif de mise en réseau pour faciliter la communication entre les personnes. De même, les marchés sont des dispositifs de mise en réseau conçus pour faciliter les contacts et les transactions mutuellement bénéfiques. Les rassemblements villageois et les foires régionales ont depuis longtemps cédé la place aux marchés nationaux et mondiaux opérant dans l’espace physique et le cyberespace. Leur taille et leur vitesse ont augmenté de façon exponentielle, mais les principes régissant leurs opérations restent les mêmes.

Plus le marché est large, plus le nombre de participants est élevé, plus la capacité et la diversité des produits et services qu’il offre sont grandes, plus la confiance, la qualité, la facilité et la rapidité des transactions qu’il facilite sont grandes, plus la contribution globale du marché à la création de richesse sera grande. Comme toutes les institutions sociales, les marchés fonctionnent sur la base de la confiance. Plus la fiabilité des parties, des systèmes, des produits et des services impliqués est grande, plus la puissance productive du marché est grande.

**6.7. Réglementation**

L’efficacité de toute organisation sociale dépend de sa capacité à libérer et à canaliser l’énergie humaine à des fins productives. Cela n’est possible que lorsque tous les membres de la société ont suffisamment de liberté et de possibilités de développer et d’exprimer leur potentiel inné dans un cadre structuré qui harmonise l’intérêt personnel privé avec le bien public. La liberté d’initiative et la liberté de réglementation pour assurer la coopération et l’équité vont de pair.

L’idée que les marchés sont avant tout un champ de concurrence est une construction sociale empruntée à la théorie biologique de l’évolution qui fausse grossièrement la nature des marchés en réduisant l’activité économique à un jeu à somme nulle. La réalité est que l’économie est une entreprise collaborative de toute la société dans laquelle les acheteurs et les vendeurs, les producteurs et les fournisseurs, les banquiers et les intermédiaires collaborent tous pour atteindre un pouvoir et une efficacité que personne ne peut atteindre autrement. La loi et la réglementation visent à assurer des règles du jeu équitables pour que toutes les parties réalisent leur plein potentiel.

La liberté et l’autorité sont des valeurs complémentaires. La liberté individuelle et la bonne gouvernance sont des conditions essentielles à l’efficacité des marchés. En l’absence de liberté, les marchés sont réduits à des monopoles commerciaux ou au labyrinthe des bureaucraties gouvernementales qui inhibent l’initiative humaine et la créativité. En l’absence de mécanismes de régulation efficaces, le fonctionnement des marchés est déterminé par le pouvoir relatif des parties concernées. Les plus grands, les plus forts, les mieux informés et les mieux organisés dominent sur les autres et poursuivent leur bénéfice individuel aux dépens des autres et du bien-être général.

Sans une réglementation efficace, le pouvoir économique devient de plus en plus concentré, la concurrence est réduite et les incitations à l’efficacité et à l’innovation sont réduites. Comme d’autres institutions sociales, la capacité des marchés à servir des objectifs sociaux dépend des valeurs, des lois, des règles et des procédures selon lesquelles ils fonctionnent et de l’autorité des organismes responsables de leur gouvernance.

**6.8. Le Droit**

Le droit est l’expression de la conscience publique codifiée pour ce qui concerne les formes et les normes de conduite qui sont considérées comme socialement acceptables. Étant donné que le droit a évolué à partir des précédents passés, il reflète en grande partie les valeurs et les normes dominantes de la société dans le passé, plutôt que les valeurs et les normes vers lesquelles il évolue. Puisque le droit est le résultat de processus politiques, il reflète en grande partie la façon dont le pouvoir a été exercé et distribué dans le passé, plutôt que la façon dont il devrait être distribué en fonction des droits constitutionnels.

Le droit d’aujourd’hui est plus largement le reflet des valeurs passées et de la répartition passée du pouvoir social, plutôt que ce qui est optimal pour la réalisation des objectifs sociaux. L’évolution du droit de la propriété est l’une des raisons de la concentration croissante de la richesse aux États-Unis et dans d’autres pays. L’économie néoclassique a tendance à accepter les lois de propriété dominantes comme données. La NTE devrait inclure l’exploration des facteurs juridiques susceptibles de modifier les cadres institutionnels formels dans lesquels les agents économiques opèrent. [30](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor036) Les recherches rapportées par The Economist remettent en question les preuves selon lesquelles les lois actuelles sur les brevets favorisent l’investissement et l’innovation comme prévu. [31](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor037)

Il cite des preuves que les lois en vigueur sur les droits d’auteur et les brevets limitent la concurrence et gonflent artificiellement les prix et les bénéfices. La modification du droit représente un instrument important pour améliorer les résultats du système économique. Une meilleure compréhension des droits de la propriété privée permettra d’établir des bases plus sûres, équitables et prospères pour l’économie de marché.

**6.9. L’Argent**

Comme le langage et les marchés, l’argent est fondamentalement un outil de réseautage qui facilite les transactions entre différentes personnes, organisations, points dans le temps et lieux dans l’espace. La valeur de l’argent ne provient pas de sa valeur intrinsèque, mais plutôt de son acceptation comme symbole de valeur par d’autres personnes.

Plus il est largement accepté, digne de confiance et respecté, plus sa valeur est grande. En fin de compte, la valeur de l’argent dépend des réalisations passées accumulées, des capacités productives actuelles et des potentiels productifs futurs de la société dans laquelle il est utilisé. Comme le pouvoir de la connaissance, la valeur de l’argent dépend aussi de sa distribution dans la société. Plus la distribution est large, plus la société est à même de l’utiliser de manière productive pour renforcer les capacités sociales et les avantages sociaux.

Plus le niveau de richesse et d’inégalité des revenus est élevé, plus l’utilité de l’argent pour promouvoir le bien-être et la santé des citoyens est faible. La NTE doit inclure l’exploration de formes alternatives d’organisation de la propriété et de l’argent, car elles sont fluides et sujettes à l’invention humaine.

« Atteindre le plein emploi n’est pas difficile. Ce n’est difficile à réaliser que dans le cadre théorique actuel qui promeut une consommation irréfléchie, la dissipation et le gaspillage comme économiquement sains. »

**6.10. Prix**

Le prix est un mécanisme organisationnel créatif pour attribuer une valeur économique à des biens et services économiques différents afin qu’ils puissent être librement échangés les uns contre les autres par l’intermédiaire de l’argent. Dans les temps sombres avant que la capacité et la responsabilité du gouvernement pour le bien-être de la population ne soient largement reconnues à l’ère moderne, le prix servait de mécanisme impersonnel pour l’allocation de biens économiques rares. Aujourd’hui, l’humanité ne manque plus de moyens pour promouvoir le bien-être de tous ses membres. Aujourd’hui, le gouvernement ne peut plus se soustraire à la responsabilité de maximiser ce bien-être.

Il y a longtemps, les théoriciens microéconomiques ont défini les conditions idéales dans lesquelles le prix allouerait le plus efficacement les ressources rares. Ces conditions ont rarement été remplies dans la pratique, que ce soit dans le passé ou aujourd’hui. Il est de la responsabilité du gouvernement de créer un environnement politique qui contrecarre la tendance au contrôle monopolistique des marchés, d’une part, et à l’allocation injuste des biens économiques sans égard aux valeurs humaines, d’autre part.

**6.11. Mesure**

La nouvelle théorie doit être fondée sur des mesures de la valeur qui reflètent plus fidèlement la contribution réelle et durable de l’activité humaine au bien-être humain. Elle devrait également adopter des mesures de la richesse qui reflètent la contribution réelle des activités à la création de richesse et la perte nette de richesse (valeur négative) résultant de l’épuisement et de la pollution de l’environnement naturel. Elle doit faire la distinction entre la richesse en tant que stock et le bien-être en tant que flux.

**6.12. Le Secteur Non Monétarisé**

Plus de la moitié de tous les travaux utiles entrepris ne sont pas rémunérés et ne relèvent pas du secteur monétarisé. Une grande partie de ce travail contribue au lien et à la stabilité de la société et a une importance bien plus grande que sa simple utilité pratique. La nouvelle théorie devrait élargir les notions de richesse et de bien-être pour inclure le vaste secteur non monétarisé, qui est ignoré par la théorie actuelle mais joue un rôle central dans la détermination de notre liberté réelle, de notre confort, de notre sécurité sociale, de nos relations humaines et de notre qualité de vie. [32](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor038)

**6.13. Le Pouvoir Social**

La théorie économique ne concerne pas seulement la production, la distribution et la création de richesse. Les conceptions économiques contribuent à la répartition du pouvoir dans la société et sont influencées par celle-ci. La NTE doit expliciter l’impact des diverses formes de pouvoir social sur les lois, les institutions, les politiques publiques et les pratiques privées ayant un impact sur les activités économiques et le bien-être humain. Toute économie est en réalité de l’économie politique, comme l’étude de l’économie des États a été appelée à l’origine.

L’économie ne peut pas être séparée ou considérée séparément de la politique. Le fonctionnement de l’économie est puissamment influencé par l’exercice du pouvoir politique et de l’influence sociale et vice versa. Le pouvoir social est la capacité d’accomplir un travail dans la société.

L’argent, l’influence politique, la popularité, la recherche médiatique, les transports, la communication, la connaissance, la capacité de recherche sont autant de formes de pouvoir social qui sont inter-convertibles. L’interrelation entre le pouvoir politique et le pouvoir économique est particulièrement pertinente pour le fonctionnement des économies parce qu’elle entraîne une distorsion des politiques en faveur de certaines factions au détriment des autres et du grand public, conduisant à des avantages monopolistiques et à la corruption publique.

La démocratie d’aujourd’hui contient une grande mesure de ploutocratie. Les droits de propriété, les subventions, les taux d’imposition, les incitations, les lois concernant le zonage, les brevets et les droits d’auteur, la corruption et la criminalité sont tous fortement influencés par l’exercice du pouvoir social. Le débat sur les marchés libres et la réglementation est en réalité une lutte pour le pouvoir – le pouvoir de l’argent et de l’influence politique contre le pouvoir de promouvoir le bien-être social. Les droits de l’homme, le droit et les politiques publiques sont de puissants déterminants de la répartition du pouvoir social et donc des avantages économiques.

Les preuves historiques confirment que plus la répartition du pouvoir dans la société est large, plus grande est la capacité globale de la société à atteindre ses objectifs. Les monarques les plus puissants de l’histoire possédaient un pouvoir individuel beaucoup plus grand que les dirigeants démocratiquement élus aujourd’hui, mais aucun monarque dans l’histoire ne peut rivaliser avec la capacité globale des sociétés modernes à promouvoir le bien-être et la santé de leurs citoyens. L’éducation universelle renforce le pouvoir mental des gens de prendre des décisions éclairées et efficaces. L’accès équitable à l’utilisation des systèmes sociaux renforce la capacité organisationnelle de la population.

L’accès à un emploi rémunérateur garantit aux personnes la possibilité d’exercer leurs talents et leurs capacités à des fins productives et personnelles. La privation sous toutes ses formes limite le pouvoir de l’individu et, par extension, le pouvoir d’accomplissement global de la société. La liberté de choix étant une condition essentielle au plein développement et à l’expression des potentiels individuels, la répartition équitable du pouvoir social est la condition essentielle du développement et de l’expression les plus complets des potentiels sociaux.

L’argent est une forme de pouvoir social avec une caractéristique unique. Il se prête plus facilement que toute autre forme à la conversion d’une forme de pouvoir en une autre. L’argent génère l’accès au pouvoir politique par le biais d’élections et de dons politiques, à une éducation et à des soins de santé de meilleure qualité, à toutes les formes de divertissement, aux formes les plus avancées de communication et de transport, etc. Cette caractéristique fait de l’argent un moyen très efficace pour une distribution plus large du pouvoir social.

Pour la même raison, l’argent représente également l’un des plus grands obstacles à la répartition équitable du pouvoir social. Car ceux qui possèdent la richesse peuvent l’utiliser pour s’emparer du pouvoir politique ou de l’influence sociale ou les convertir en une plus grande richesse. La domination croissante de la politique démocratique par l’argent par des moyens légaux et illégaux représente l’une des plus grandes menaces pour les libertés démocratiques aujourd’hui.

**6.14. L’Emploi**

La NTE doit adopter une position sans équivoque sur la place de l’emploi dans la théorie économique. L’emploi dans une économie de marché est l’équivalent économique du droit de vote dans un régime démocratique. Comme le suffrage universel est la base de la démocratie politique, l’emploi est la base de la démocratie économique. Le principe des droits démocratiques a été consacré il y a longtemps, mais l’extension effective des droits démocratiques aux femmes, aux Noirs, aux pauvres et aux minorités a été réalisée à l’issue d’une lutte longue, difficile et violente. Elles n’ont pas été étendues parce qu’elles étaient possibles ou pratiques, mais parce qu’elles étaient jugées fondamentales et inviolables.

Il en va de même pour le droit à l’emploi. Il doit être reconnue comme un droit humain fondamental. Il incombe alors aux gouvernements de veiller à ce qu’il soit atteint. Les démocraties qui protègent le droit à la propriété ont l’obligation égale de protéger la possibilité pour les jeunes d’acquérir un emploi rémunérateur, ce qui est essentiel pour la survie sociale dans un système économique moderne où le gouvernement réglemente et contrôle tant d’aspects de la vie.

Atteindre le plein emploi n’est pas difficile. Il n’est difficile d’y parvenir que dans le cadre théorique actuel qui promeut la consommation irréfléchie, la dissipation et le gaspillage comme économiquement sains, tout en restant impuissant face à l’injustice sociale et à l’exploitation économique. Le cadre stratégique actuel, qui encourage l’investissement en capital tout en taxant la masse salariale, est un exemple clair d’un biais politique intrinsèque qui mine la sécurité et le bien-être humains.

**6.15. Les Biens publics**

L’échec le plus important des marchés a été par rapport à ce qui concerne la gestion de l’environnement national et des biens communs mondiaux en tant que bien public. Il y a un siècle, le capitalisme a acquis une conscience sociale pour faire face à la menace perçue du socialisme et est parvenu à un équilibre entre les biens publics et les biens privés, qui a abouti à une prospérité sans précédent dans les pays de l’OCDE. L’effondrement du communisme symbolisé par la chute du mur de Berlin en 1989 a coïncidé avec une résurgence des conceptions néolibérales qui sont devenues une cause profonde des crises actuelles. La nouvelle théorie doit rétablir l’équilibre qui optimise le bien-être et la sécurité économique de tous, tout en laissant place aux contributions créatrices de chacun. Il est nécessaire de développer toute une gamme de produits hybrides qui, comme l’assurance, servent simultanément les intérêts du citoyen privé et de la société dans son ensemble.

**6.16. La Gouvernance Mondiale**

L’ensemble de l’économie mondiale fonctionne de plus en plus comme un marché unique et intégré et un système mondial. Pourtant, la théorie économique repose encore largement sur des concepts, des théories, des modèles, des politiques et des actions à appliquer au niveau national. Cela a laissé une frontière sauvage d’activités non réglementées et souvent anarchiques au niveau international. Cela a également conduit à la résurgence d’un néolibéralisme auparavant discrédité, qui constitue un obstacle à la fois à une réglementation mondiale efficace et au développement d’une pensée économique efficace. Le centrage de la théorie sur les concepts, les institutions et les politiques au niveau national aggrave la division de l’humanité en nations concurrentes jouant un jeu à somme nulle. À l’échelle mondiale, une théorie économique pertinente est nécessaire comme fondement de la mise en place d’institutions et de politiques efficaces capables de maximiser le bien-être et le bien-être de toute l’humanité. La NTE devrait s’efforcer d’englober toute la gamme des perspectives pertinentes, du niveau local au niveau mondial.

**6.17. L’Évolution de la Société Mondiale**

Le développement humain tout au long de l’histoire a été principalement un processus subconscient, progressivement organisé, d’expérimentation et d’apprentissage par essais et erreurs, développé et affiné en connaissances, compétences, valeurs, règles, stratégies, systèmes, organisations, politiques, processus et activités efficaces qui ont ensuite évolué au fil du temps. Le but des sciences sociales est de prendre conscience du processus évolutif sous-jacent qui a régi le développement humain jusqu’à présent et de codifier ce savoir sous une forme qui facilitera et accélérera le développement de nouvelles institutions, politiques et activités capables, de renforcer l’organisation de la société mondiale pour le bien de tous les êtres humains. L’effort de formuler consciemment une nouvelle théorie économique représente un pas important dans cette direction.

**6.18. L’Écologie**

Le plein développement du potentiel humain et du pouvoir social n’est possible et durable que lorsque l’humanité rétablit une relation positive et harmonieuse avec toute la vie et l’environnement physique. La surexploitation aveugle des ressources, la dégradation de l’environnement, la pollution et l’instabilité climatique, sont enracinées dans la conscience et l’état d’esprit dominants de la société moderne dérivés d’un point de vue et de valeurs mécanistes, réductionnistes, utilitaristes et égoïstes qui isolent de plus en plus l’individu des autres personnes et de la société et isolent le collectif humain du monde plus vaste dans lequel nous vivons. La relation est le fondement de toutes les formes de création de richesses – physiques, sociales, économiques, intellectuelles, artistiques et spirituelles. Renouer avec les autres, un dessein social, l’environnement et notre propre être spirituel basé sur des valeurs de respect, d’harmonie, de beauté et de don de soi sont les moyens et les conditions préalables pour parvenir à un bien-être humain durable et à la santé pour tous.

**7. La NTE et la Pédagogie**

Le mouvement étudiant en pleine expansion exigeant le pluralisme dans l’enseignement de l’économie marque une étape importante au-delà de l’orthodoxie dominante vers une étude plus ouverte d’esprit, inclusive et intégrée du sujet. [33](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor039),[‡‡](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-001) Un changement de contenu ne suffit pas. L’économie doit également s’accompagner d’un changement de pédagogie et de pensée. Afin de réaliser et de pratiquer une nouvelle théorie, le paradigme doit également être enseigné d’une manière ouverte qui encourage la pensée critique et la résolution de problèmes innovants. Il serait contradictoire de prétendre que la réalité sociale est un système ouvert et de continuer ensuite à enseigner de la manière prescriptive didactique qui a été propice à la modélisation dominante. Cela irait à l’encontre du développement d’une nouvelle théorie et de la création de citoyens qui expriment le meilleur de ce que la NTE cherche à réaliser.

Au-delà de cela, il doit également y avoir un changement dans les modes de pensée développés à travers le système éducatif. Aujourd’hui, la discipline de l’économie est toujours dominée par la pensée analytique qui divise et subdivise la réalité en parties plus petites et considère chaque partie comme un tout en soi. Les spécialisations continuent de proliférer, ce qui fait que de plus en plus d’experts connaissent de moins en moins la réalité économique, politique, sociale et écologique plus large dans laquelle ils opèrent.

L’adoption croissante de la pensée systémique cherche à compenser le réductionnisme en se concentrant sur les interconnexions et les interdépendances entre les parties, mais dans la pratique, elle réduit souvent la réalité sociale complexe à des modèles mécanistes ou, submergée par la complexité qu’elle cherche à représenter, elle déplace l’accent de la compréhension théorique vers l’analyse des données comme principale source de connaissances. La nouvelle théorie économique et sociale exigera des efforts conscients pour développer des modes de pensée plus organiques et intégrés que ceux qui prévalent dans l’éducation aujourd’hui. [34](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#_idTextAnchor040) Il s’agit là d’un défi non seulement pour l’économie, mais aussi pour l’ensemble des sciences sociales et de l’enseignement supérieur en général.

**8. Conclusion**

Le but de tout système social est de libérer et de canaliser efficacement les énergies de la population pour atteindre des objectifs socialement souhaitables. L’économie est l’un des systèmes les plus fondamentaux et les plus essentiels. Quelles que soient les réalisations de la société moderne, le système actuel n’utilise certainement pas pleinement les énergies et les capacités de son peuple pour maximiser le bien-être et la santé de tous les citoyens. À l’avenir, nous pouvons et devons faire mieux.

Un nouveau cadre conceptuel est nécessaire de toute urgence pour exposer les erreurs de la théorie dominante et projeter une conception alternative adaptée aux réalités du 21ème siècle et au bien-être de toute l’humanité. Des points de vue alternatifs sur la théorie et la pratique économiques ont fait surface pendant des décennies, mais jusqu’à récemment, ils ont été exclus, rejetés ou écartés par les économistes orthodoxes traditionnels de différentes écoles, parce qu’ils remettent en question les hypothèses fondamentales sur lesquelles toute la pensée économique dominante et la politique économique dominante sont basées. Aujourd’hui, la situation est différente.

Les points de vue alternatifs faisant autorité sur l’économie fondés sur des faits concrets et des arguments convaincants attirent maintenant sérieusement l’attention, mais ils restent encore largement en dehors des campus, hors caméra et hors du radar des politiques publiques et des décideurs.

Une nouvelle pensée – une nouvelle théorie économique – a le pouvoir d’entraîner un changement rapide et radical vers une nouvelle économie qui

1. Maximise le bien-être et la santé des êtres humains au lieu d’une consommation illimitée et d’une croissance économique non réglementée pour leur propre bien individuel ;
2. Considère l’être humain comme la ressource la plus précieuse et le développement de toutes les formes de capacités humaines et sociales comme la forme la plus importante de capital productif;
3. Assure des possibilités d’emploi et un emploi valorisant pour tous, y compris les jeunes et les personnes âgées de plus en plus actives et en bonne santé ;
4. Réglemente le casino mondial de la spéculation financière qui déstabilise actuellement les économies et appauvrit les gens ;
5. Gère les ressources mondiales de manière durable pour les générations présentes et futures ;
6. Favorise une répartition plus équitable des revenus dans le cadre des contraintes imposées par les ressources de la planète ;
7. Résout la contradiction apparente entre le bien-être humain et la durabilité écologique en déplaçant l’attention de la consommation illimitée, gaspilleuse et matérielle basée sur des technologies à forte intensité énergétique et matérielle vers la sécurité, le bien-être, la santé et des possibilités de développement maximales pour les personnes.

**9. Remerciements**

Cet article est une tentative de synthétiser les idées qui ont émergé au cours des sept dernières années dans plus de 20 conférences et séminaires organisés par l’Académie Mondiale des Arts et des Sciences et le Consortium Universitaire Mondial (World University Consortium), dans plus de 35 articles de 16 auteurs individuels qui ont paru dans le « Cadmus Journal », et dans la correspondance électronique et les discussions personnelles des auteurs avec bon nombre des plus de 50 membres du Groupe de travail de la Nouvelle Théorie Economique. [§§](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-000)

Bien qu’il soit extrêmement difficile d’énumérer toutes les contributions des individus à ce travail en cours, les auteurs aimeraient particulièrement souligner les précieuses contributions d’Orio Giarini, rédacteur en chef du  « Cadmus Journal » , dont le travail fondateur sur la nouvelle pensée économique a constitué une base solide et une inspiration constante pour ce projet; Ivo Šlaus, président honoraire de l’Académie Mondiale des Arts et des Sciences, qui a été le premier à proposer la formation du groupe de travail; et Ian Johnson, ancien vice-président de la Banque Mondiale et Secrétaire Général du Club de Rome, qui a apporté des idées importantes au cours de la phase initiale du projet.

En outre, nous aimerions remercier parmi ceux qui ont contribué spécifiquement à cet article Tomas Bjorkman, économiste, entrepreneur et ancien banquier d’affaires, a; Barry Gills, Professeur au Département d’Etudes Politiques et Economiques de l’ Université d’Helsinki; Robert Hoffman, Cofondateur et Président de « whatif? Technologies »; Erich Hoedl, Vice-Président de l’Académie Européenne des Sciences et des Arts; Aldo Martinez, Vice-Président de la Surveillance du Marché à la Bourse de New York; Michael Marien, Directeur Principal du Guide de la Sécurité et du Développement Durable; David Harries, Président, Canadian Pugwash; Joachim Spangenberg, Coordinateur de Recherche et Vice-Président de l’ Institut de Recherche pour une Europe Durable (Sustainable Europe Research Institute), Allemagne, et Joanilio Rodolpho Teixeira, Professeur Emérite et Chercheur Principal à l’Université de Brasilia, qui ont tous apporté des idées importantes et/ou fait des commentaires précieux reflétés dans le texte du document.

**Notes**

1. Robert Costanza, « Une introduction à l’économie écologique »

An Introduction to Ecological Economics (Raton: CRC Press, Taylor and Francis Group, 2015).

1. Joseph Stiglitz et al., « Déclaration de Stockholm : Vers un consensus sur les principes de l’élaboration des politiques pour le monde contemporain »

(“Stockholm Statement: Toward a Consensus on the Principles of Policymaking for the Contemporary World” November 15, 2016) <http://www.sida.se/globalassets/sida/eng/press/stockholm-statement.pdf.>

1. Michael Marien, « Durabilité, passé et avenir : dix propositions sur le macro-système organisationnel émergent » (“Sustainability, Past and Future: Ten Propositions on the Emerging Organizational Macro-System,” Eruditio 2, no.1 (2015-2016): 117-137.)
2. Orio Giarini and Garry Jacobs, « L’évolution de la richesse et de la sécurité humaine : le paradoxe de la valeur et de l’incertitude »,

(“The Evolution of Wealth & Human Security : The Paradox of Value and Uncertainty,” Cadmus 1, no.3 (2011): 29-59.

1. “Le marché mondial de l’eau en bouteilles devrait atteindre 279,65 milliards USD en 2020. En volume, le marché mondial de l’eau en bouteille devrait atteindre 465,12 milliards de litres en 2020: Étude de marché sur la transparence », Global Bottled Water Market is Expected to Reach USD 279.65 billion in 2020. By Volume, Global Bottled Water Market is Expected to Reach 465.12 Billion Liters in 2020 : Transparency Market Research,” GlobeNewswire January 16, 2015.
2. Marien, “Durabilité, passé et avenir »

(« Sustainability, Past and Future”.

1. Adair Turner cité par Rana Foroohar dans Fabricants et preneurs: L’essor de la finance et la chute des entreprises américaines (New York: Crown Business, 2016), 6.

Adair Turner cited by Rana Foroohar in Makers and Takers: The Rise of Finance and the Fall of American Business (New York: Crown Business, 2016), 6.

1. Ian Johnson et Garry Jacobs, « Crises et opportunités : un manifeste pour le changement », Cadmus 1, no 5 (2012) : 11-25.

Ian Johnson and Garry Jacobs, “Crises and Opportunities: A Manifesto for Change,” Cadmus 1, no. 5 (2012): 11-25.

1. Ye Xie et Andrea Wong, « Autrefois d’un montant de plus de 12 000 milliards de dollars, les réserves de devises mondiales diminuent maintenant, »

Ye Xie and Andrea Wong, “Once Over $12 Trillion, the World’s Currency Reserves Are Now Shrinking,” Bloomberg April 7, 2015 [http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-04-05/once-over-12-trillion-the-world-s-reserves-are-now-shrinking.](http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-04-05/once-over-12-trillion-the-world-s-reserves-are-now-shrinking)

1. Ashok Natarajan, « L’individu conscient »,

“The Conscious Individual,” Cadmus 2, no. 3 (2014): 50-54.

1. Garry Jacobs, « La nécessité d’un nouveau paradigme en économie »,

“The Need for a New Paradigm in Economics,” Review of Keynesian Economics 3, no.1 (2015): 2-8.

1. Gerald Gutenschwager, « L’économie est-elle une science sans valeur ? »

“Is Economics a Value-free Science?,” Eruditio 1, no.2 (2013): 95-107.

1. Michael Marien, « Économie nouvelle et appropriée pour le 21e siècle : une enquête sur les livres critiques, 1978-2013 »

“New and Appropriate Economics for the 21st Century: A Survey of Critical Books, 1978-2013,” Cadmus (2012): 86-102.

1. Tomas Bjorkman, , « Le mythe du marché »,

“The Market Myth,” Cadmus 2, no.1 (2016): 43-59.

1. Robert Hoffman, « Sur la nécessité de nouvelles bases économiques : Une critique de la macroéconomie dominante »,

“On the Need for New Economic Foundations: A Critique on Mainstream Macroeconomics,” Cadmus 1, no.5 (2012): 74-85.

1. Garry Jacobs and Ivo Slaus, « Indicateurs de progrès économique : le pouvoir de la mesure et du bien-être humain »

(“Indicators of Economic Progress: The Power of Measurement and Human Welfare,” Cadmus 1, no.1 (2010): 55-58.)

1. Steve Keen, Démystifier l’économie : l’empereur nu détrôné

Debunking Economics: The Naked Emperor Dethroned (London: Zed Books, 2011).

1. Paul Krugman, « Comment les économistes se sont-ils trompés à ce point ? »

“How Did Economists Get It So Wrong?” New York Times Sep. 2, 2009 [http://www.nytimes.com/2009/09/06/magazine/06Economic-t.html.](http://www.nytimes.com/2009/09/06/magazine/06Economic-t.html)

1. Neva R. Goodwin, « Une nouvelle économie pour le 21e siècle »,

“A New Economics for the 21st Century,” New Economy Coalition 2010.

1. Hoffman, « Nouvelles bases économiques »

(“New Economic Foundations”.)

1. Keen, Démystifier l’économie.

Debunking Economics.

1. Garry Jacobs and Ivo Slaus, « Perspectives mondiales de plein emploi » “Global Prospects for Full Employment,” Cadmus 1, no.2 (2011): 60-89.
2. Orio Giarini, « Nouveau paradigme dans l’économie des services La recherche de l’économie pour la crédibilité scientifique : entre les sciences dures et molles », Cadmus 2, no.3 (2014): 94-120.

“New Paradigm in the Service Economy The Search of Economics for Scientific Credibility: In between Hard and Soft Sciences,” Cadmus 2, no.3 (2014): 94-120.

1. Joachim H. Spangenberg, « Science de la durabilité : une revue, une analyse et quelques leçons empiriques »

(“Sustainability Science: a review, an analysis and some empirical lessons,” Environmental Conservation 38, no.3 (2011): 275 - 287.)

1. Robert Hoffman, « Concepts pour une nouvelle génération d’outils de modélisation mondiaux : élargir notre capacité de perception », “Concepts for a New Generation of Global Modelling Tools: Expanding our Capacity for Perception,” Cadmus 2, no.5 (2015): 134-145.
2. Roberto Poli, « Une note sur la différence entre les systèmes sociaux compliqués et complexes, »

“A Note on the Difference Between Complicated & Complex Social Systems,” Cadmus 2, no.1 (2013): 142-147.

1. Giarini and Jacobs, « L’évolution de la richesse et de la sécurité humaine ».

“The Evolution of Wealth & Human Security”.

1. Harlan Cleveland and Garry Jacobs, « Le choix humain : le code génétique pour le développement social »

“Human Choice: The Genetic Code for Social Development,” Futures 31, no. 9-10, (1999): 959-970.

1. Garry Jacobs, « Steve Jobs : lauréat du prix Nobel »,

“Steve Jobs: Nobel Laureate,” Cadmus, 1, no.6 (2013): 91-102.

1. Pascal van Griethuysen, « Bona diagnosis, bona curatio: Comment l’économie immobilière clarifie le débat sur la décroissance», Ecological Economics 84 (2012): 262-269.

“Bona diagnosis, bona curatio: How économie immobilière clarifies the degrowth debate,” Ecological Economics 84 (2012): 262-269.

1. « Une question d’utilité », Economist 8 août 2015

“A Question of Utility”, Economist Aug 8, 2015 [http://www.economist.com/node/21660559.](http://www.economist.com/node/21660559)

1. Giarini and Jacobs, « L’évolution de la richesse et de la sécurité humaine ».

“The Evolution of Wealth & Human Security”.

1. Jamie Morgan, L’économie répond-elle à la critique ? Qu’indiquent les benchmarks QAA 2015 du Royaume-Uni ?», Review of Political Economy 27, no.4 (2015): 518-538.

“Is Economics Responding to Critique? What do the UK 2015 QAA Subject Benchmarks Indicate?,” Review of Political Economy 27, no.4 (2015): 518-538.

1. Garry Jacobs, « Une brève histoire de l’esprit et de la civilisation »

(“A Brief History of Mind and Civilization,” Cadmus 2, no.6 (2016):71-110.)

[\*](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-008-backlink) Voir la reconnaissance détaillée des contributions des membres du groupe à la fin du document avant les notes de fin.

See detailed acknowledgement of group member contributions at the end of the paper prior to the endnotes.

[†](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-007-backlink) Rana Faroohar rapporte que le nombre de nouvelles entreprises en proportion de toutes les entreprises aux États-Unis a diminué de 44% entre 1978 et 2012 et que six des 10 plus grands donateurs politiques individuels en 2016 étaient des barons des fonds spéculatifs. « American Capitalism’s Great Crisis », Time, 12 mars 2016.

Rana Faroohar reports that the number of new firms as a share of all businesses in USA shrank by 44% between 1978 and 2012 and six of the 10 biggest individual political donors in 2016 were hedge-fund barons. “American Capitalism’s Great Crisis,” Time, Mar. 12, 2016.

[‡](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-006-backlink) Roc Armenter rapporte que la part du travail dans le revenu national américain est restée remarquablement stable à 62% pendant près de 50 ans avant de diminuer fortement dans le nouveau millénaire. « A Bit of a Miracle No More: The Decline of the Labor Share », Département de recherche de la Banque fédérale de réserve de Philadelphie, 3e trimestre 2015, 1.

Roc Armenter reports that the share of labor in US national income remained remarkably steady at 62% for almost 50 years before declining sharply in the new millennium. “A Bit of a Miracle No More: The Decline of the Labor Share”, Federal Reserve Bank of Philadelphia Research Department, 3rd quarter 2015, 1.

[§](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-005-backlink) Selon l’OIT et l’OCDE, entre 1990 et 2014, 26 ou 30 pays avancés ont signalé une baisse de la part du travail dans le revenu national, allant d’environ 6% au Royaume-Uni à plus de 10% aux États-Unis et à plus de 14% en Espagne. Des baisses similaires ont été signalées dans les pays émergents, notamment la Turquie, l’Afrique du Sud et le Mexique. OIT et OCDE, « La part de la main-d’œuvre dans les économies du G20 », 15 février, 6.

According to ILO and OECD, between 1990 and 2014, 26 or 30 advanced countries reported a declining share of labor in national income ranging from about 6% in UK to over 10% in USA and more than 14% in Spain. Similar declines were reported in emerging countries including Turkey, South Africa and Mexico. ILO and OECD, “The Labour Share in G20 Economies”, Feb. 15, 6.

[¶](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-004-backlink) Base de données de la Banque Mondiale (World Bank database, <http://data.worldbank.org/indicator/NV.SRV.TETC.ZS>)

[\*\*](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-003-backlink) Selon Adair Turner, le NASDAQ est passé de 1500 à environ « 4500 ou 5000 » avant de retomber à 1500 après l’effondrement.

According to Adair Turner NASDAQ rose from 1500 to around ‘4500 or 5000’ before falling back to 1500 after the bust.

[††](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-002-backlink) Joanilio Rodolpho Teixeira, et d’autres., présentation sur « Fondements de l’économie en tant que science: point de vue Hétérodoxe et approche critique » au XIIIe Colloque international, organisé par le Centre d’études africaines, asiatiques et latino-américaines (CEsA), Research in Social Sciences and Management (CSG) et Lisbon School of Economics and Management (ISEG) de l’Université de Lisbonne, 11-13 mai 2016.

Joanilio Rodolpho Teixeira, et al., presentation on “Foundations of Economics as a Science: Hetherodox View And Critical Approach” at XIII International Colloquium, organized by Centre for African, Asian and Latin American Studies (CEsA), Research in Social Sciences and Management (CSG) and Lisbon School of Economics and Management (ISEG) of the University of Lisbon, May 11-13, 2016.

[‡‡](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-001-backlink) Voir Repenser l’économie (See Rethinking Economics,<http://www.rethinkeconomics.org/about/>)

[§§](https://www.cadmusjournal.org/article/volume-3/issue-2/quest-new-paradigm-economics-synthesis-views-new-economics-working-group#footnote-000-backlink) See <http://neweconomictheory.org>